



MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA  
COMISSÃO DE COORDENAÇÃO DA REGIÃO CENTRO

RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE SUR LES RÉGIONS RURALES ET  
AGRICOLES ET LES RÉGIONS DE MONTAGNE

Por:

João Casaleiro Carvalho Costa

Julho de 1980

CONSEIL DE L'EUROPE

Vista  
1-8-80  
H. J. ...  
1

CONFÉRENCE DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX DE L'EUROPE

C. C. R. C.

à rappeler:  
1334  
les

ANEXO AO OFICIO N.º .....

Strasbourg, le 15 juillet 1980

DE .....

ENTRADA: 10 222 .....

DE 1. 8. 1. 8. 0 .....

CLASSIFICAÇÃO .....

|                          |     |
|--------------------------|-----|
| SERVIÇOS DE DOCUMENTAÇÃO |     |
| C. C. R. C.              |     |
| N.º                      | 862 |
| Cota                     | 069 |

Monsieur,

La lettre et le questionnaire ci-joint vous ont été adressés le 22 février 1980 afin de vous demander certains renseignements nécessaires à l'élaboration d'un rapport sur les régions rurales et agricoles et les régions de montagne qui doit être présenté lors de la Convention des autorités Régionales du Conseil de l'Europe.

Etant donné que jusqu'à présent aucune réponse de votre part n'est parvenue au Secrétariat, nous nous permettons de rappeler à votre mémoire ce document en vous priant de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour nous faire parvenir, avant le 31 août dernier délai, vos informations.

En effet le rapporteur doit achever son rapport avant la fin de l'année et souhaiterait disposer de ces renseignements en temps utile pour les insérer dans son rapport.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations très distinguées.

*Rinaldo Locatelli*

Rinaldo LOCATELLI  
Secrétaire Exécutif de la Conférence

Monsieur le Président  
la Région Centre  
a Bernardin Ribeiro 80  
- COIMBRA

# CONSEIL DE L'EUROPE

## CONFÉRENCE DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX DE L'EUROPE

Référence à rappeler :

A - 1308

Strasbourg, le 22 février 1980

Monsieur le Président,

Suite à la décision prise par la Commission des Problèmes Régionaux et de l'Aménagement du Territoire de la Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe lors de sa réunion du 30 janvier 1978 concernant la création d'une Sous-Commission des Régions Rurales et Agricoles et des Régions de Montagne, celle-ci a été chargée d'élaborer un rapport sur les régions rurales et agricoles et les régions de montagne à présenter lors de la prochaine Convention des Autorités Régionales du Conseil de l'Europe. M. Delorme, Président du Conseil Général des Alpes de Haute Provence (France) a été élu Président de la Sous-Commission.

La Sous-Commission a établi un questionnaire divisé en deux parties, dont la seconde partie ci-jointe, a pour but de recueillir l'avis des élus locaux et régionaux sur les résultats des politiques agricoles et de développement rural, sur la participation des autorités locales et régionales à la définition et à la mise en œuvre de ces politiques, ainsi que sur l'action des différents gouvernements des pays membres du Conseil de l'Europe en ce qui concerne les principaux problèmes ayant trait au développement rural.

La première partie du questionnaire est destinée exclusivement aux Offices statistiques nationaux, étant donné que son but est la collecte des données statistiques agricoles.

./.

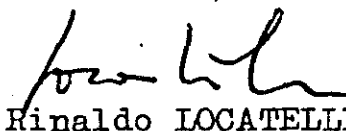
Lettre adressée aux Associations nationales de pouvoirs locaux et régionaux, aux régions espagnoles et portugaises ainsi qu'aux membres chypriotes et maltais de la Sous-Commission

C'est pourquoi, je me permets de vous demander si vous auriez l'obligeance de répondre à cette deuxième partie du questionnaire et de nous la renvoyer avant le 15 avril 1980 au :

Secrétariat de la Conférence  
des Pouvoirs Locaux et Régionaux  
de l'Europe  
Att. M. S. Gomez-Reino  
Conseil de l'Europe  
F - 67006 STRASBOURG CEDEX.

M. Delorme et le Secrétariat tiennent à souligner l'importance de votre contribution à ce rapport fondamental de la Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe et à vous remercier de votre très aimable collaboration.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,  
l'expression de mes sentiments distingués.



Rinaldo IOCATELLI  
Secrétaire Exécutif de la Conférence

3

CONSEIL DE L'EUROPE  
COUNCIL OF EUROPE

CONFÉRENCE

DES POUVOIRS LOCAUX  
RÉGIONAUX DE L'EUROPE

Strasbourg, le 6 février 1980

CONFERENCE

OF LOCAL AND REGIONAL  
AUTHORITIES OF EUROPE

CPL/Am/Agr (14) 1B

COMMISSION DES PROBLÈMES RÉGIONAUX ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Sous-Commission des Régions Rurales et Agricoles  
et des Régions de Montagne

-----

Questionnaire sur  
les régions rurales et agricoles  
et les régions de montagne

-----

Destinataires : Associations Nationales de Pouvoirs Locaux,  
Régions portugaises et espagnoles  
Membres chypriotes et maltais de la Sous-Commission

63.078  
09.2

LE DOCUMENT NE SERA PLUS  
DISTRIBUÉ EN RÉUNION  
PRIÈRE DE VOUS MUNIR  
DE CET EXEMPLAIRE

## I. INTRODUCTION

La Sous-Commission des Régions Rurales et Agricoles et des Régions de Montagne de la Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe créée lors de la réunion du 30 janvier 1978 de la Commission des Problèmes Régionaux et de l'Aménagement du Territoire, a été chargée d'étudier les problèmes des régions rurales et agricoles, les répercussions que peut avoir l'intégration européenne au niveau des communes et des régions, ainsi que les problèmes posés aux régions de montagne.

Au cours des réunions tenues durant l'année 1979, la Sous-Commission a pris la décision, dans le cadre de son mandat, d'élaborer un rapport sur les régions rurales et agricoles et les régions de montagne, qui doit être présenté lors de la prochaine Convention des Autorités Régionales du Conseil de l'Europe.

A cette fin, un projet de questionnaire fut établi et présenté à la Sous-Commission lors de sa réunion du 17 octobre 1979, au cours de laquelle certaines remarques ont été faites.

Etant donné que la documentation dont dispose la Sous-Commission sur les problèmes du développement rural est déjà considérable, et que, par contre, les problèmes agricoles n'ont pas encore été étudiés en détail par la Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe, la Sous-Commission décida, lors de cette même réunion, de développer une recherche des données statistiques sur la situation de l'agriculture au niveau régional déplorant en particulier un manque de renseignements statistiques en ce qui concerne les pays qui ne font pas partie de la Communauté Européenne. De ce fait, la première partie du questionnaire, qui vise à recueillir des données statistiques agricoles, est destinée aux Offices statistiques nationaux et ne sera pas soumise aux Associations nationales de pouvoirs locaux.

La Sous-Commission a estimé opportun, par contre, de demander aux associations de pouvoirs locaux des pays membres ainsi qu'aux régions espagnoles et portugaises\*, en accord avec les décisions prises au cours de la réunion tenue le 17 octobre 1979, leurs appréciations sur les résultats des politiques agricoles et de développement rural et tout particulièrement leurs estimations sur la façon dont les autorités locales et régionales participent à la définition et à la mise en oeuvre de ces politiques et leur rôle dans ces domaines.

./.

---

(1) Et aux membres chypriotes et Maltais de la Sous-Commission.

Dans ce sens, une attention particulière est portée aux appréciations sur la mise en oeuvre de la Résolution (76) 26 du Comité des Ministres, dont un exemplaire est joint au questionnaire, même si un rapport sur la mise en oeuvre de cette Résolution est en cours d'élaboration au niveau intergouvernemental, car il semble opportun et même souhaitable que les élus locaux et régionaux expriment leur avis sur l'action des différents gouvernements des pays membres du Conseil de l'Europe en ce qui concerne les principaux problèmes ayant trait au développement rural.

## 1. L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE REGIONALE

Question 1.1 : Quelle conclusion tirez-vous de l'ampleur de la diminution de la part de l'agriculture dans le PIB et dans la population active entre 1961 et 1978 au niveau régional dans votre pays ?

## 2. COMPARAISON DES REVENUS AGRICOLES ET EXTRA-AGRICOLES PAR REGION

Question 2.1 : Quelles sont les productions agricoles qui fournissent pour chaque région les revenus agricoles

- les plus faibles

- les plus élevés ?

Question 2.2 : Quelles sont les raisons qui expliquent les disparités actuelles de revenu

- au niveau régional

- entre les différentes productions ?

## 3. EFFETS DE LA POLITIQUE DES PRIX AU NIVEAU REGIONAL

Question 3.1 : Quels sont, d'après vous, les principaux bénéficiaires du soutien des prix ?

- au niveau des différentes productions ?

- au niveau des régions ?

Question 3.2 : Le soutien des prix est-il suffisant pour assurer un revenu décent au petit agriculteur ?



Question 3.3 : La politique des prix ne favorise-t-elle pas l'agriculture "riche" ?

Question 3.4 : Les pouvoirs locaux et régionaux ont-ils des moyens d'action sur la politique des prix ?

#### 4. POLITIQUE DES STRUCTURES

##### Dans la CEE seulement

Question 4.1 : Précisez les principales conséquences des directives socio-structurelles au niveau régional.

Dans quelle mesure ont-elles contribué à améliorer la situation de l'agriculture au niveau régional ?

Question 4.2 : Quel a été l'impact de la directive sur la montagne dans les régions de montagne de votre pays ?

##### Dans la CEE et les autres pays

Question 4.3 : Remembrement

Les autorités locales et régionales interviennent-elles dans les décisions de remembrement ?

Si oui, comment ?

Question 4.4 : Enseignement, formation professionnelle

Donner le nombre de conseillers techniques agricoles par région pour 1 000 exploitations.

Donner le nombre d'agriculteurs qui suivent des cours de formation professionnelle complémentaire par région.

## 5. LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE "REGIONALISEES"

Question 5.1 : Existe-t-il des mesures de politique agricole visant à une répartition régionale des productions ?

OUI

NON

(i) Si oui, donner les caractéristiques essentielles de ces mesures

Est-on favorable à ces mesures au niveau régional ?

(ii) Si non, serait-on favorable à l'introduction de telles mesures au niveau régional?

Question 5.2 : Planification interrégionale de l'agriculture

- Comment se pratique-t-elle dans votre pays ?

- Les autorités locales et régionales y sont-elles associées ?

## 6. LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

Question 6.1 : Evolution de l'aide communautaire (pour les pays de la CEE)

Pouvez-vous faire quelques remarques sur l'impact au niveau des régions rurales et agricoles des interventions :

- du FEOGA (section Garantie)

- du FEOGA (section Orientation) (1)

- des autres fonds communautaires

(1) L'EUROSTAT donne une répartition par région des concours octroyés par le FEOGA, section Orientation ainsi que du Fonds Européen de Développement Régional.

Question 6.2 : Flux de capitaux de et vers l'agriculture

A-t-on effectué des calculs (dans votre région) sur ce point ?

Si oui, pouvez-vous préciser les conclusions de ces travaux

7. L'EQUILIBRE VILLE-CAMPAGNE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

Question 7.1 : Existe-t-il des mesures d'aménagement rural prises par le gouvernement de votre pays, en ce qui concerne les recommandations suivantes contenues dans la Résolution (76) 26

1. l'incitation à l'implantation d'industries de transformation dans des zones rurales
2. l'amélioration de l'infrastructure de base des zones rurales
3. la promotion d'initiatives d'ampleur limitée et de caractère local, ainsi que d'activités économiques fondées sur les ressources naturelles locales ou sur l'environnement naturel
4. le développement des services liés aux loisirs et au tourisme
5. l'encouragement du développement dans les régions rurales d'une agriculture et sylviculture modernes et prospères ainsi que des activités agro-industrielles qu'elles induisent
6. la décentralisation de l'administration gouvernementale en faveur du milieu rural
7. le développement urbain dans les régions rurales
8. l'élaboration d'une approche coordonnée et globale vis-à-vis de l'aménagement rural, comportant notamment, un plan d'aménagement du territoire coordonné et à long terme,

un programme d'allocation des ressources, un programme d'instruction et d'information des autorités locales, des fonctionnaires et des entrepreneurs et une politique de délégation des pouvoirs

9. l'octroi aux pouvoirs locaux et régionaux des subventions spécifiques axées sur des programmes concrets.

Question 7.2 : Les autorités locales et régionales ont-elles été associées à l'élaboration et à la prise de ces mesures ?

Question 7.3 : Les autorités locales ont-elles des moyens propres pour contribuer à ces mesures ?

Question 7.4 : Quel est votre avis sur l'ensemble de ces mesures.

## 8. LES REGIONS DE MONTAGNE

Question 8.1 : Délimitation des "zones de montagne" aidées

- préciser les critères utilisés dans votre pays pour déterminer les "zones de montagne" auxquelles sont appliquées des mesures particulières (autres que celles prévues par la Directive N° 75/268 du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées (1)) des facilités de nature fiscale ou autres.

Exemples : - altitude,

- type de culture agricole ou forestière

- niveau des revenus

- autres critères

---

(1) Pour les pays de la CEE, la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE figure au Journal Officiel des Communautés Européennes du 19 mai 1975 - N° L 128.

RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE SUR LES RÉGIONS RURALES ET AGRICOLLES ET LES RÉGIONS DE MONTAGNE, ADRESSÉE AU

SECRETARIAT DE LA CONFÉRENCE DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX DE L'EUROPE.

ATT. M.S. GOMEZ - REINO

CONSEIL DE L'EUROPE

F - 67006 STRASBOURG CEDEX.

1.1. La diminution de la part de l'agriculture dans le PIB et dans la population active au niveau régional depuis 1969 et jusqu'à 1978, est à notre avis due aux très fortes mouvements migratoires en dehors de la campagne, qui n'ont pas été compensés par une croissance de production impossible de réaliser dans le cadre des structures agricoles existentes.

2.1. Dans la Région Centre du Portugal qui directement nous concerne, les productions agricoles qui fournissent les revenus plus élevés sont principalement, les vins de qualité produits en régions délimitées, les fruits secs et parmi les fruits fraîches, les pommes, sont simultanément les plus représentatives aux niveaux national et régional.

Il y en a encore des produits agricoles qui nous n'avons pas mentionné à cause de ses fortes variations de revenue. C'est surtout le cas de la production d'huile d'olive qui malgré son poids très significatif en toutes les exploitations agricoles, est assez dépendant soit du clima soit des conditions spécifiques du marché.

Pour la Région du Nord, les vins de qualité en régions délimitées, les fruits secs et les pommes de terre sont les productions agricoles de revenus plus élevés, tandis que le céréales fournissent les revenus plus faibles.

Dans la Région de Lisbonne, le riz, le tabac, le maïs, le tomate et encore les fruits en général, sont les produits agricoles plus riches. Par contre, les vins spiritueux et de table, bien que très abondantes, fournissent des faibles revenus.

La production d'huile d'olive est elle aussi assez représentative et présente les mêmes caractéristiques qui nous avons décrit pour la Région Centre.

Chez l'Alentejo, le blé représente la majeure production agricole et la plus intéressante parmi les autres céréales de plus faibles revenue. Néanmoins on doit encore signaler entre les produits de revenus plus élevés, le tomate et les vins de table, les derniers plus alcooliques que dans les autres régions.

Pour l'Algarve, l'existence des primers pour la plupart des produits agricoles de la Région, représente un bénéfice davantage pour les agriculteurs locaux. Cependant, on souligne la production des oranges qui fournissent des revenus plus élevés.

Finalement, la floriculture comme production plus typique de toutes les régions sur le littoral du Pays, fournisse des revenus plus élevés surtout dans l'Algarve.

2.2. Au niveau régional, la différente distribution de ressources naturelles, d'industries et de population, sont à notre avis des facteurs fondamentales qu'ont ne doit pas oublier pour expliquer les disparités actuelles de revenue.

Par contre, nous croyons qu'ont doit chercher parmi les conditions naturelles et de marché spécifique à chaque produit agricole, les facteurs déterminants des disparités de revenue entre les différentes productions.

3. Concernant vos questions sous le sujet des effets de la politique des prix au niveau régional, nous n'avons que l'étude de la politique des prix aux produits agricoles en Portugal et qui nous annexons ci-joint (Voir annexe I).

Malleusement les pouvoirs locaux et régionaux n'ont pas encore d'études d'impact régional de la politiques des prix et ils n'ont pas non plus des moyens d'action sur cette politique.

4.3. Les décisions sur le remembrement au Portugal sont réglées par l'anêt n° 44647 du 26 Octobre 1962, qui nous présentons dans l'annex II.

4.4. Nous n'avons pas des données statistiques sur le nombre de conseillers techniques agricoles par région pour 1000 exploitations. Mais nous pouvons vous dire que le soutien technique aux agriculteurs est surtout fourni par des éléments du Ministère de l'Agriculture et donc, il vous sera très utile de connaître la structure régional du Ministère.

Par conséquence, dans l'annexe III, nous vous présentons des cartes avec la distribution géographique par municipes des directions régionales du Ministère (carte 1), et à titre d'exemple et pour la région Beira Litoral, l'organisation des services régionaux de l'

Agriculture (carte 2 et tableau 1).

Le nombre et la qualification des éléments du Ministère par municipe de la région Beira Litoral, sont aussi décrites dans le tableau 2 de l'annexe 3.

Les conclusions de l'analyse de l'organisation des services pour la région Beira Litoral, peut s'élargir à toutes les autres régions, par ce qu'elles ont une structure pareil.

5.1. IL n'y a pas des mesures de politique agricole regionalisées, mais nous estimons que les agriculteurs on seraient très favorables à mesures de soutien regional.

5.2. En effet, il y en a des contacts parmi les plusieurs directions regionales du Ministère de l'Agriculture pour régler des produits spécifiques et des problèmes ponctuelles.

7.1. Dans l'absence d'une vraie politique d'aménagement du territoire, qui tout d'abord c'est le resultat de la manque de concensus sur les plusieurs propositions de division administrative et que n'ont pas encore abouti à un project commun, c'est vrai que quelques mesures pour le développement rural ont été mises en oeuvre par le gouvernement. C'est nottament le cas de la décentralization de quelques ministères que, comme celui de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Administration Interne, se révèle à répondre aux preoccupations en faveur du milieu rural, et de l'application de la loi (nº 1/79) des Finances Locaux qui bénéficie avec plus d'autonomie financière les municipes plus pauvres.

Parmi des autres mesures priser par le gouvernement à l'égard du developpement rural, nous nous permettons de souligner:

- dans le cadre du récemment crié Système Intégré des incentives à l'Investimment (S.I.I.I.) - arret nº 194 du 19 Juin 1980 - il y en a une priorité régional qui beneficie les régions moins favorisés et qui joue un poids de 15% dans le volume total des incentives. Simultanément, l'investissement dans les industries liées à la transformation des produits agricoles sont elles aussi object des benefices fiscaux et financières;



- en ce qui concerne l'amélioration des infrastructures de base des zones rurales, on doit souligner le travail des Gabinetes de Apoio Técnico (G.A.T.), qui sont des équipes techniques qui appartiennent au Ministère de l'Administration Interne. Ces GAT qui sont surtout chargés pour l'élaboration des projets d'infrastructures de base, se trouvent éparpillés par tout le territoire national dans l'appui aux municipes.

7.2. En effet, il y a parfois une collaboration entre les autorités régionales et le gouvernement, visant la prise des mesures à l'égard du développement rural.

Ça a été notamment le cas du S.I.I.I. cité auparavant où les Commissions de Coordination Régionales ont été associées à l'élaboration des priorités régionales pour l'investissement.

7.3. Selon la loi n° 1/79 des Finances Locales les municipes ont accru leurs ressources propres et par conséquent ils peuvent contribuer à ces mesures. D'autre part, il y en a aussi des mesures qui visent promouvoir l'association des municipes; c'est le cas des investissements inter-municipaux récemment publiés et qui confèrent des bénéfices aux projets qui servent plus qu'un municipe.

7.4. Malgré l'importance de ces mesures, on reconnaît qu'elles sont encore très insuffisantes vers l'équilibre ville-campagne et le développement rural, qui exigent tout d'abord une vraie politique pour l'aménagement du territoire.

8.1. Il n'y a pas une définition nette des zones de montagnes, mais quelques actions ponctuelles ont été amenées à cet égard. C'est le cas de la définition des Parques Naturels, la législation qui porte sur les vins et caprins de la Serra da Estrela, l'appui fourni aux exploitations forestières primées par le Fundo de Fomento Florestal et aux exploitations publiques par la Circunscricção Florestal, etc.

A N N E X E 1

|                          |      |
|--------------------------|------|
| SERVIÇOS DE DOCUMENTAÇÃO |      |
| C. C. R. C.              |      |
| N.º                      | 187  |
| Colu                     | 1161 |

# A POLITICA DE PREÇOS AOS PRODUTOS AGRICOLAS EM PORTUGAL

ANÁLISE DA SITUAÇÃO E PERSPECTIVAS DE EVOLUÇÃO  
FACE À INTEGRAÇÃO NA CEE

DEPARTAMENTO CENTRAL  
DE PLANEAMENTO  
SPG-4

maio de 1980

Maria do Rosário A. de Almeida

OFERTA

## INDICE

|   |    |
|---|----|
| PONTO PRÉVIO  | 3  |
| 1. ALGUNS ELEMENTOS DE CARACTERIZAÇÃO DA AGRICULTURA PORTUGUESA | 4  |
| 2. EVOLUÇÃO DO PRODUÇÃO AGRÍCOLA                                | 11 |
| 3. POLÍTICAS DE PREÇOS E SUBSÍDIOS                              | 27 |
| 4. POLÍTICA AGRÍCOLA COMUM                                      | 51 |
| 5. CONCLUSÕES   | 57 |

### 3. POLÍTICAS DE PREÇOS E SUBSÍDIOS

#### 3.1. EVOLUÇÃO DOS PREÇOS DE GARANTIA E DOS PREÇOS MÉDIOS NO PRODUTOR

De uma forma ou de outra, na generalidade, os produtos agrícolas estão sujeitos a intervenções administrativas na definição dos respectivos preços.

Com o objectivo de analisar a evolução dos preços, foram escolhidas as médias ponderadas, publicadas pelo INE, dos preços médios no produtor, por reflectirem maior aderência à realidade. Apenas no ano de 1979, por não estarem ainda publicadas, os preços médios no produtor foram calculados a partir das médias aritméticas dos preços no primeiro semestre, o que irá distorcer, por valores inferiores, os preços reais como é demonstrado através do Quadro XVII que apresenta as distorções entre as médias referentes a 1978.

#### PREÇOS NO PRODUTOR EM 1978

|         | Média Ponderada | Média simples no 1º semestre | Variação Percentual |
|---------|-----------------|------------------------------|---------------------|
| TRIGO   | 7.58            | 6.05                         | + 25.3              |
| MILHO   | 7.23            | 6.81                         | + 6.2               |
| ARROZ   | 9.98            | 7.805                        | + 27.9              |
| CENTEIO | 6.54            | 5.912                        | + 10.6              |
| CEVADA  | 10.22           | 8.263                        | + 23.7              |
| AVEIA   | 9.16            | 9.557                        | - 4.2               |
| BATATA  | 4.43            | 4.595                        | - 3.6               |
| AZEITE  | 63.50           | 63.50                        | -                   |
| VINHO   | 30.63           | 19.295                       | + 58.7              |

FONTE: INE e DCP

QUADRO XVII

Através da observação dos quadros apresentados constata-se que, na totalidade, os preços de garantia e os preços médios no produtor dos cereais seguem uma tendência nitidamente crescente, o que é mais acentuado no segundo quinquênio (Quadros XV e XVI).

A EPAC<sup>(1)</sup> efectua a compra de cereais aos preços de garantia estabelecidos por diploma legal e a venda a preços fixados pelo Governo.

#### 3.1.1.1. TRIGO

O trigo é o cereal que apresenta os acréscimos percentuais mais baixos, na década, relativamente aos preços de garantia e aos preços médios no produtor.

Esta evolução que se explica pela situação de monopólio da EPAC, não poderá deixar de causar alguma preocupação porquanto, não sendo corrigida, poderá introduzir irregularidades na grelha dos preços relativos dos cereais, com consequências graves.

No decênio, as TCMA dos preços de garantia (10.8%) e dos preços médios no produtor (9.8%) são as mais baixas.

Sublinhe-se a quase coincidência dos preços de garantia e dos preços efectivamente pagos à produção, havendo diferenças pouco significativas que derivam da própria qualidade do trigo que permite ser pago ligeiramente acima ou abaixo do preço de garantia (Quadro VIII). Esta situação pode explicar-se ainda, pelo facto de a EPAC adquirir praticamente a totalidade da produção de trigo, (sistema de entregas obrigatórias), não se fazendo sentir as influências do mercado.

---

(1) A Empresa Pública de Abastecimento de Cereais, EPAC, intervém, por imperativo legal, no mercado produtor como único comprador do trigo e como comprador residual dos outros cereais. Por outro lado, detém também, o monopólio das importações.

Em 1975 o preço no produtor foi superior ao preço de garantia (+ 17,6%), o que se explica pelo facto de, nesse ano, a legislação publicada conceder vários subsídios, aumentando assim o preço pago efectivamente pela EPAC.

De uma forma geral, comparando os acréscimos percentuais dos preços à produção com as taxas médias anuais de inflação, verifica-se que esses acréscimos são inferiores, exceptuando os anos de 1975 e 1978 que estão ligeiramente acima.

### 3.1.1.2. CENTEIO

O centeio não apresenta variações nos preços de garantia, ao longo do primeiro quinquénio; relativamente ao segundo, os preços de garantia sobem a uma TCMA de 24.2%. No decénio essa taxa é de cerca de 12.8% (Quadro XVI).

No que se refere aos preços médios à produção, verificam-se ligeiros acréscimos nos primeiros cinco anos e acréscimos mais pronunciados principalmente em 1978 (+ 30.8%) e 1975 (+26.8%).

Excepto nos anos de 1975 e 1978, os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor não acompanham as taxas médias de inflação, encontrando-se abaixo.

### 3.1.1.3. AVEIA E CEVADA

Em relação à aveia, (Quadro IX), no período em análise, refira-se que os preços médios no produtor são sempre superiores aos preços de garantia. Por sua vez, as TCMA dos preços de garantia e dos preços efectivamente pagos ao produtor são bastante diferenciadas, nos dois quinquénios, sendo substancialmente superiores no segundo (Quadro XV e XVI).

A aveia é o cereal que apresenta as V.H. mais elevadas nos últimos anos, observando-se uma subida em flecha a partir de 1976.

Na generalidade, os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor são inferiores às taxas médias anuais de inflação, exceptuando os anos de 1977 e 1978, que são bastante superiores.

Tal como já foi referido, o preço médio à produção para 1979 foi calculado a partir da média aritmética dos preços no primeiro semestre, pelo que, o valor apresentado, ligeiramente inferior ao do ano anterior, não deverá corresponder à realidade.

O preço de garantia da cevada apresenta o seu maior acréscimo (+46.6%) em 1974, o que, porventura, terá motivado uma resposta rápida na produção nos anos de 1976 (117 milhares de toneladas) e 1975 (87 milhares de toneladas).

Em relação aos preços médios efectivamente pagos à produção, a T.C.M.A. do segundo quinquénio (20.6%) é bastante superior à do primeiro (8.1%).

Os preços médios à produção da cevada evoluíram de uma forma moderada até 1976, verificando-se grandes impulsos em 1977 (+ 66.0%) e 1978 (+46.8%), anos em que as produções foram muito baixas.

Analisando as V.H. dos preços médios no produtor e comparando-as com as taxas médias de crescimento anuais de inflação, conclui-se que as variações nos anos de 1974, 1977 e 1978 foram superiores, estando nos outros anos, abaixo dessas taxas.

#### 3.1.1.4. MILHO

No que se refere ao milho (Quadro X), denota-se um certo paralelismo evolutivo entre os preços de garantia e os preços médios efectivos ao produtor, exceptuando o ano de 1975 em que o preço médio à produção excedeu o preço de garantia em 54.3%. As V.H. mais elevadas, relativamente aos preços de garantia, correspondem a 1974 (+41.6%) e em relação aos preços médios efectivos à produção a 1975 (+59,0%).



A evolução dos preços médios à produção do milho, na década de setenta, apresenta uma tendência acentuadamente crescente, sendo os anos de 1971, 1974 e 1975 os que notoriamente acompanham o ritmo inflacionista.

### 3.1.1.5. ARROZ

O arroz apresenta uma evolução dos preços moderada, ligeiramente superior à do trigo.

As V.H. mais elevadas correspondem, relativamente aos preços de garantia, aos anos de 1978 (+32.0%) e 1974 (+25.0%) e, em relação aos preços médios no produtor, aos de 1974 (+39.0%) e 1978 (+ 35.4%).

Saliente-se que nos anos de 1974, 1975 e 1978, os acréscimos percentuais anuais dos preços médios efectivamente pagos ao produtor ultrapassam as taxas médias de inflação, mantendo-se abaixo nos outros anos (Quadro X).

### 3.1.1.6. O INDICE DE PREÇOS NO PRODUTOR DE CEREAIS

Ao procedermos à construção do índice agregado, escolhemos o índice tipo Laspeyres por ser o mais correntemente utilizado.

Para o ano zero fixou-se o ano de 1970.

Pela análise do Quadro XVIII e comparando as produções no ano base (1970), as produções médias anuais de cereais e os respectivos pesos relativos de cada um dos produtos em relação ao total, conclui-se que não há diferenças muito significativas em termos relativos.

Unidade: 1 000 t

| Produtos \ Produção | 1970  | (%)  | Média anual<br>no decênio | (%)  |
|---------------------|-------|------|---------------------------|------|
| TRIGO               | 540   | 33.8 | 506.7                     | 35.7 |
| CENTEIO             | 157   | 9.8  | 139.7                     | 9.8  |
| AVEIA               | 72    | 4.5  | 89.1                      | 6.3  |
| CEVADA              | 54    | 3.4  | 65.0                      | 4.6  |
| MILHO               | 581   | 36.3 | 478.6                     | 32.7 |
| ARROZ               | 195   | 12.2 | 139.3                     | 9.9  |
| TOTAL DE CEREAIS    | 1 599 |      | 1 418.4                   |      |

## QUADRO XVIII

O valor da produção média anual do trigo tem um peso relativo superior ao do ano base, verificando-se o inverso em relação ao do milho.

Em termos agregados, porém, o conjunto dos cereais, quantitativamente, irá ter um peso no índice agregado maior (+12.7%), do que aquele que efectivamente se verificaria tendo em conta a produção média de cereais na década, o que poderá causar algumas distorções, não só sob o ponto de vista global, como a nível de alguns cereais individualmente.

Analisando o Quadro X, verifica-se que a tendência do índice agregado de cereais é crescente, com excepção do ano de 1976 em que a V.H. é de -4.9%, influenciada essencialmente pelo decréscimo de -13.3% no preço médio no produtor do milho, cujo peso no índice já foi evidenciado. Para além disso, nesse mesmo ano ou não verificaram variações nos preços à produção (trigo, arroz), ou as variações foram pouco significativas, com excepção da aveia (+16.4%).

A TCMA no segundo quinquênio (14.5%) é superior à do primeiro (9.0%), verificando-se no período a TCMA de 12.0% .

Na generalidade, os preços médios à produção do conjunto dos cereais nuns anos acompanham e até ultrapassam, noutros não, o ritmo de inflação verificado no decénio. De facto, verifica-se que nos anos de 1971, 1974, 1975 e 1978 as V.H. são superiores às taxas médias anuais de inflação, e que é particularmente sensível no primeiro e no terceiro daqueles anos.

|  | 1971 | 1972 | 1973 | 1974  | 1975  | 1976  | 1977   | 1978  | 1979  |
|--|------|------|------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|
| Taxa anual de inflação                                       | 4.1  | 8.3  | 9.1  | 25.5  | 15.1  | 16.4  | 27.4   | 22.1  | 24.2  |
| Variação percentual do Índice de preços agregados de cereais | +9.3 | +0.2 | -    | +28.9 | +32.7 | - 4.9 | + 22.9 | +25.4 | + 1.1 |

FONTES: BP , INE D.C.P.

QUADRO XIX

### 3.1.2 BATATA

Também para este produto existe um organismo que actua no mercado com vista à regularização do abastecimento e dos preços. Tais intervenções, porém, não têm carácter permanente, verificando-se apenas em situações anormais do mercado.

Assim, e na década que vimos analisando, a primeira intervenção da Junta Nacional das Frutas foi em 1975, motivada pelo excesso de produção verificado em 1974. Houve também intervenções em 1978 e 1979.

A análise da evolução dos preços de intervenção nos anos atrás referidos permite-nos concluir que apenas em 1978, o preço médio no produtor foi inferior ao preço de intervenção em cerca de 13.1%. Tal é explicado pelo excesso de produção verificado em 1977, que tendo reflexos em 1978, implicou que os produtores vendessem ao desbarato.

Em relação aos preços médios no produtor, a análise evidencia subida generalizada, excepto os anos de 1977 (-0.9%) e 1978 (-29.5%).

A maior V.H. observa-se em 1979 e foi de + 63.2%. A observação dos preços médios anuais efectivamente pagos à produção, mostra que estes acompanham o processo inflacionista, correspondendo -lhes uma TCMA de 21.5%.

Convirá não esquecer que o elevado peso relativo deste produto, em termos quantitativos conduziu à repercussão de quaisquer modificações nos seus preços, de forma sensível, no índice agregado que construímos, facto, aliás, evidenciado pela própria análise (com porem-se Quadros X e XI).

Por outro lado, é de salientar que a produção de batata no ano base (1970), escolhido para a construção do índice tipo Laspeyres, foi de 1 220 milhares de toneladas, superior em 11.3%, à produção média anual de batata no decénio, facto que se vai repercutir no índice por, uma ponderação superior à que na realidade se verificaria.

### 3.1.3. VINHO E AZEITE

#### 3.1.3.1. VINHO

A Junta Nacional do Vinho, organismo de intervenção no mercado do vinho, só começou a intervir a partir de 1975, devido à elevada produção/<sup>verificada</sup> no ano anterior que estava a provocar uma quebra acentuada nos preços.

Os preços de intervenção têm subido a ritmo elevado, sendo a TCMA de 31.8%, embora inferior à dos preços médios no produtor, nos últimos cinco anos. É de referir a V.H. relativa a 1979 de +56.7%.

Em relação aos preços médios no produtor, (Quadro XII), o vinho é o produto que sofreu a maior variação percentual no decénio, de cerca de +589,3% e cuja TCMA, no segundo quinquénio, é a mais elevada (+40.5%).

Em 1974 nota-se um decréscimo no preço no produtor de -23.8%, motivado pelo excesso de produção verificado nesse mesmo ano. O acréscimo de preço à produção mais pronunciado evidenciou-se, porém, em 1978 (+102.6%), ano em que a produção baixou consideravelmente.

De uma forma geral, as V.H. dos preços médios no produtor acompanham as respectivas taxas médias anuais de inflação, à excepção do ano de 1974, tendo-se mesmo verificado uma acentuada intensificação no crescimento dos preços entre 1976 e 78.

### 3.1.3.2. AZEITE

Relativamente ao azeite, (Quadro XII), os preços de garantia e os preços efectivamente pagos ao produtor, evoluíram favoravelmente, estando estes últimos, na generalidade, acima dos primeiros.

Contudo, em relação às TCMA dos quinquénios, dá-se uma certa inversão de valores, pois a TCMA dos preços no produtor, no primeiro quinquénio, é superior à do segundo, verificando-se o inverso em relação às TCMA dos preços de garantia.

As V.H. mais elevadas dos preços de garantia, verificaram-se nos anos de 1975 (+50.0%) e 1974 (+40.6%), salientando-se o ano de 1979 com + 32.7%.

Os preços médios no produtor têm evoluído favoravelmente, embora no primeiro quinquênio a tendência evolutiva seja mais acentuada, contribuindo para esse facto a maior V.H. do período que se refere ao ano de 1974 (+ 73.3%).

Na generalidade, os acréscimos percentuais anuais verificados nos preços médios no produtor cobrem as taxas médias anuais de inflação, embora esses preços não tenham sofrido variações nos anos de 1971, 1976 e 1978.

Na construção do índice agregado adoptámos sempre a mesma unidade de medida, tendo o vinho importância relativa bastante superior à do azeite.

No que se refere às produções verificadas no ano base de 1970, e as produções médias anuais destes dois produtos, constata-se que aquelas são, mais uma vez, superiores.

Milhares de hectolitros

|  |                   |
|--|-------------------|
| Produção do vinho em 1970                | 11 328<br>+ 18.2% |
| Produção média anual do vinho na década  | 9 583.4           |
| Produção do azeite em 1970               | 735<br>+ 51.9%    |
| Produção média anual do azeite na década | 483.8             |

QUADRO XX

A produção de azeite em 1970 é superior em 51.9% à produção média anual no decénio, o que, devido ao fraco peso do azeite no índice, em termos relativos, não deverá distorcê-lo significativamente.

Pela comparação dos Quadros XI e XII, evidencia-se a influência das oscilações dos preços no produtor destes dois produtos no índice agregado, principalmente do vinho, cuja importância se pode verificar através dessa análise.

#### 3.1.4 BOVINOS

Os processos de formação dos preços da carne de bovinos no produtor e no consumidor são controlados pela Administração.

Por seu lado, existe também um organismo público, a Junta Nacional dos Produtos Pecuários (JNPP), cuja função principal é a de assegurar o normal abastecimento do mercado e uma evolução regular nos preços.

Contudo, as intervenções da J.N.P.P. são marginais em virtude de o sistema funcionar através de preços de garantia fixados e por entregas voluntárias àquela entidade.

Pela análise do Quadro XIII, pode-se observar a evolução dos preços de garantia que incluem já alguns subsídios. Em 1974 os preços de garantia dos bovinos adultos e dos novilhos evidenciaram variações V.H. mais elevadas (+ 47.2% e +62.5%, respectivamente).

Observa-se também, que é no segundo quinquénio que se constata um crescimento mais acelerado nos preços de garantia e nos preços efectivamente pagos à produção, tendo-se exercido, em simultâneo, forte pressão pela procura num mercado deficitário e agravamentos nos custos dos factores de produção (mão-de-obra, rações).

Somente a partir de 1976 é que foram estabelecidos preços de garantia para os vitelos, tendo a sua variação atingido o valor máximo em 1977 (+51.3%).

Os preços médios no produtor (kg/carcaça) dos bovinos adultos, novilhos e vitelos referentes ao ano de 1979, foram calculados a partir da média aritmética dos preços médios no produtor de Janeiro a Outubro, os quais nos foram fornecidos directamente pela JNPP, pelo que devem reflectir preços médios um pouco abaixo dos reais.

Analiando as TCMA, os preços médios no produtor evoluíram acima dos preços de garantia, excepto, nalguns casos, nos anos de 1974, 1975 e 1977.

Os preços médios no produtor dos vitelos são sempre superiores, seguindo-se-lhes os dos novilhos e por fim os dos bovinos adultos.

A maior V.H. inerente aos preços médios no produtor dos bovinos adultos refere-se a 1977 (+27.1%).

Em relação aos novilhos e vitelos essas variações corresponderam aos anos de 1979 e 1976 com, +31.0% e + 35.0%, respectivamente.

Em termos de Índice agregado, pode-se afirmar que os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor acompanham, de um modo geral, as taxas médias anuais de inflação.

### 3.1.5. SUINOS

Relativamente aos suínos a J.N.P.P. só actua no mercado quando existe uma situação anormal de produção.

Assim, as intervenções efectivaram-se nos anos de 1973, 1974, 1975, 1977 e especialmente em 1978, ano de grande produção, em que a Junta foi autorizada a fazer três intervenções.

O preço médio no produtor em relação a 1979 foi também calculado a partir da média aritmética dos preços de Janeiro a Outubro fornecidos pela JNPP.

Os preços médios efectivamente pagos ao produtor evoluíram no primeiro quinquénio a uma TCMA de 9.6% e no segundo quinquénio a uma TCMA, bastante superior, de 24.6%, correspondendo o valor médio do decénio, a 17.7%, ligeiramente inferior, portanto, às dos preços médios no produtor dos bovinos.



Por seu lado, analisando o Quadro XIV, a V.H. dos preços médios no produtor mais elevada, refere-se ao ano de 1979 (+90.1%) seguindo-se ao decréscimo percentual do preço médio no produtor mais pronunciado (-6.0% em 1978). De referir que, neste último ano, as descidas dos preços foram mais acentuadas no primeiro semestre, contactando-se já subidas no final do segundo semestre.

Os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor apresentam situações de alternância em relação ao acompanhamento das taxas médias anuais de inflação.

No índice agregado que apresentamos, a influência dos suínos no seu andamento é inferior à dos bovinos. No entanto, principalmente a partir de 1975, observa-se uma inversão nestas produções, pelo que o índice não reflecte rigorosamente as oscilações dos preços no produtor dos suínos. Refira-se, também, que a produção do ano base 1970, é inferior em 37.0% à produção média anual dos suínos o que, de certo modo, vem reforçar a afirmação anterior.

### 3.1.6. LEITE

Os preços médios no produtor do leite tiveram, no decénio, o acréscimo de 392.4%.

A TCMA dos preços no produtor do segundo quinquénio (+23.9%) é superior à do primeiro (+ 13.9%), sendo a TCMA do período em estudo de +19.4%.

Pela análise do Quadro XIV, verifica-se que a V.H. mais elevada refere-se a 1975, correspondendo a + 56.4%.

Os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor, nuns anos acompanham, noutros não, as taxas médias de inflação anuais.

Por seu lado, analisando o Quadro XIV, a V.H. dos preços médios no produtor mais elevada, refere-se ao ano de 1979 (+90.1%) seguindo-se ao decréscimo percentual do preço médio no produtor mais pronunciado (-6.0% em 1978). De referir que, neste último ano, as descidas dos preços foram mais acentuadas no primeiro semestre, constatando-se já subidas no final do segundo semestre.

Os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor apresentam situações de alternância em relação ao acompanhamento das taxas médias anuais de inflação.

No índice agregado que apresentamos, a influência dos suínos no seu andamento é inferior à dos bovinos. No entanto, principalmente a partir de 1975, observa-se uma inversão nestas produções, pelo que o índice não reflecte rigorosamente as oscilações dos preços no produtor dos suínos. Refira-se, também, que a produção do ano base 1970, é inferior em 37.0% à produção média anual dos suínos o que, de certo modo, vem reforçar a afirmação anterior.

### 3.1.6. LEITE

Os preços médios no produtor do leite tiveram, no decénio, o acréscimo de 392.4%.

A TCMA dos preços no produtor do segundo quinquénio (+23.9%) é superior à do primeiro (+ 13.9%), sendo a TCMA do período em estudo de +19.4%.

Pela análise do Quadro XIV, verifica-se que a V.H. mais elevada refere-se a 1975, correspondendo a + 56.4%.

Os acréscimos percentuais anuais dos preços médios no produtor, nuns anos acompanham, noutros não, as taxas médias de inflação anuais.

Por outro lado, é de referir que no segundo quinquênio se verificam os maiores acréscimos percentuais dos preços à produção (1975 com +56.4% e 1978 com + 47.0%), agudizando-se também, os aumentos dos montantes de subsídios ao consumo em consequência do ritmo de crescimento inferior dos preços no consumidor, como veremos no ponto seguinte.

Sublinhe-se que, apenas nos três últimos anos, o índice agregado não reflecte verdadeiramente as variações dos preços no produtor do leite, pois, as respectivas produções excederam substancialmente a do ano base, 1970, que foi inferior em 11.8% à produção média anual da década.

### 3.1.7. O ÍNDICE DE PREÇOS NO PRODUTOR

A agregação do Índice de preços no produtor efectuada para os produtos do sector Agrícola que nos pareceram mais importantes, se, por um lado contém algumas limitações inerentes à sua própria construção, por outro, poderá funcionar como indicador do andamento dos preços médios à produção na década de 70.

Atendendo ao Quadro XXI observa-se que, de uma maneira geral, as produções do ano 1970, dos produtos escolhidos são superiores em proporções semelhantes, às produções médias anuais, o que em termos relativos irá diluir os possíveis desajustamentos provenientes dessas variações. Assim, apenas as produções dos suínos e do leite no ano de 1970, foram inferiores às produções médias anuais, minimizando, fundamentalmente no segundo quinquênio, a influência dos preços no índice destas duas componentes.

VARIAÇÕES PERCENTUAIS DAS PRODUÇÕES EM 1970 EM RELAÇÃO  
AS PRODUÇÕES MÉDIAS ANUAIS NO DECÊNIO:

|         |        |
|---------|--------|
| Cereais | + 12.7 |
| Batata  | + 11.3 |
| Vinho   | + 18.2 |
| Azeite  | + 51.9 |
| Bovinos | + 5.7  |
| Suínos  | - 37.0 |
| Leite   | - 11.8 |

QUADRO XXI

Comparando os acréscimos percentuais anuais do índice agregado, com as taxas médias anuais de inflação, conclui-se que os referidos acréscimos, na generalidade, ultrapassam essas taxas exceptuando os anos de 1974 e 1979.

### 3.2. POLÍTICA DE SUBSÍDIOS

3.2.1. As origens das políticas de subsídios directos à agricultura remontam ao D.L. nº 36 501 de 9 de Setembro de 1947, criado não só para estipular e orientar os preços e subsídios agrícolas, como também para contribuir para a estabilização dos rendimentos agrícolas e a manutenção dos preços no consumidor a baixos níveis.

O financiamento destes subsídios é suportado pelos fundos provenientes das operações ligadas ao petróleo, por empréstimo da banca e por subsídios directos do O.G.E.,

Poderemos destacar três tipos essenciais de subsídios: ao consumo, às importações e à produção.

A recolha de elementos estatísticos inerentes aos subsídios despendidos no sector agrícola foi particularmente difícil, pelo que ainda se verificam algumas lacunas. Apesar de tudo, apresentamos no Quadro XXII, a evolução de alguns subsídios que forem possíveis obter, nos anos de 1977, 1978 e 1979.

Assim, constata-se que em 1978 o montante de subsídios foi de cerca de 8 720 milhões de escudos, +39.3% do que no ano anterior; em 1979 de 11 808 milhões de escudos, ou seja, de +35.4% relativamente a 1978.

Ainda em relação ao ano de 1979, a componente leite e derivados apresenta o maior peso no total de subsídios, seguindo-se-lhe os adubos e os cereais.

E de salientar ainda, que nesse mesmo ano, os maiores acréscimos verificados referem-se à fruta com + 348.1%, às oleaginosas (+ 94.0%) e aos adubos (+ 45.6%).

ALGUNS SUBSÍDIOS DESPENDIDOS NO SECTOR AGRÍCOLA (Milhões de escudos)

|                     | 1977  |      | 1978   |      | 1979   |      |
|---------------------|-------|------|--------|------|--------|------|
|                     |       | %    |        | %    |        | %    |
| Cereais             | 1 663 | 26.5 | 2 486  | 28.5 | 2 519  | 21.3 |
| Leite e derivados   | 1 232 | 19.7 | 3 150  | 36.1 | 4 097  | 34.7 |
| Oleaginosas         | 1 352 | 21.6 | 971    | 11.1 | 1 884  | 16.0 |
| Fruta               | 191   | 3.1  | 81     | 0.9  | 363    | 3.1  |
| Batata              | 372   | 5.9  | 40     | 0.5  | 45     | 0.4  |
| Adubos              | 1 452 | 23.2 | 1 992  | 22.8 | 2 900  | 24.5 |
| Total               | 6 262 |      | 8 720  |      | 11 808 |      |
| Variação percentual | -     |      | + 39.3 |      | +35.4  |      |

FONTE: Gabinete de Planeamento do MAP

QUADRO XXII

J.N.P.P. ; D.C.P.

### 3.2.2. CEREAIS

Os cereais detêm parte importante do total de subsídios despendidos à Agricultura.

É de referir as dificuldades que se nos depararam na tentativa de classificação dos subsídios ao produtor ou ao consumidor. Nalguns deles a demarcação é demasiado tênue, visto que em última instância o consumidor acaba por beneficiar, embora indirectamente, de quaisquer tipos de subsídios.

Pela observação do quadro XXIII, verifica-se que os subsídios ao consumo dos cereais, em 1978 aumentaram cerca de 46.3 % e em 1979 sofreram o decréscimo de - 16.3%, sendo o trigo, o milho e o arroz os que apresentam valores mais elevados.<sup>(1)</sup>

Os subsídios ao produtor, (Quadro XXIV), embora com representatividade inferior no conjunto dos subsídios, nos anos de 1978 e 1979 aumentaram cerca de +98.0% e + 196.9%, respectivamente. Estes acréscimos foram devidos essencialmente, às variações dos subsídios destinados ao trigo e ao arroz. Refira-se também, que apenas o trigo, o arroz e o milho híbrido beneficiam destes subsídios.

Assim, o total de subsídios nos cereais gastos, (Quadro XXV) em 1978 atingiu 2 486 milhões de escudos e em 1979 2 519 milhões de escudos, traduzindo-se respectivamente em + 49.5% e +1.3% em relação aos anos anteriores.

---

(1) Note-se contudo, que poderão verificar-se desajustamentos na comparabilidade dos elementos recolhidos.

## SUBSIDIOS AO CONSUMO DE CEREAIS

(Milhares de Escudos)

|                           | 1977<br>(Junho a Dezembro) | 1978        | 1979<br>(até Setembro) |
|---------------------------|----------------------------|-------------|------------------------|
| Trigo                     | 188 378.6                  | 379 871.8   | 244 257.0              |
| Farinhas de Trigo         | 54 131.9                   | 36 777.1    | 2 695.7                |
| Trigo importado           | 185 384.9                  | 568 162.8   | 600 760.7              |
| Sub-Total (I)             | 427 895.4                  | 984 811.7   | 847 713.4              |
| Centeio                   | 7 333.8                    | 21 361.3    | 18 915.2               |
| Centeio importado         | 3 038.6                    | 20 029.1    | 9 962.0                |
| Sub-Total (II)            | 10 372.4                   | 41 390.4    | 28 877.2               |
| Milho                     | 4 770.0                    | 20 573.4    | 19 052.7               |
| Milho importado           | 626 509.0                  | 625 287.4   | 509 726.1              |
| Sub-Total (III)           | 631 279.0                  | 645 860.8   | 528 778.8              |
| Cevada                    | 319.1                      | 301.2       | -                      |
| Aveia (criadores de gado) | 31.9                       | -           | 1 464.3                |
| Arroz                     | 79 839.7                   | 124 231.9   | 107 813.2              |
| Arroz importado           | 351 796.1                  | 484 683.1   | 395 769.9              |
| Sub-Total (IV)            | 431 635.8                  | 608 915.0   | 503 583.1              |
| Sorgo importado           | 58 157.5                   | -           | -                      |
| TOTAL                     | 1 559 691.1                | 2 281 279.1 | 1 910 416.8            |
| Variação (%)              | -                          | + 46.3      | - 16.3                 |

FONTE: G.P. do MAP  
D.C.P.

QUADRO XXIII

## SUBSÍDIOS AOS PRODUTORES DE CEREAIS

(Milhares de Escudos )

|                     | 1977      | 1978      | 1979      |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| Trigo               | -         | -         | 348 117.7 |
| Sementes de Trigo   | 8 624.7   | 445.0     | -         |
| Farinhas de Trigo   | 74 707.3  | 152 465.8 | 219 176.7 |
| Sub-Total (I)       | 83 332.0  | 152 910.8 | 567 294.4 |
| Milho Híbrido       | 19 890.6  | 17 560.2  | 16 904.1  |
| Arroz (Zona norte)  | 234.8     | 34 356.0  | 23 937.0  |
| TOTAL               | 103 457.4 | 204 827.0 | 608 135.5 |
| Variação percentual | -         | + 98.0    | + 196.9   |

FONTE: G.P. do MAP

QUADRO XXIV

D.C.P.



## TOTAL DE SUBSÍDIOS AOS CEREAIS

(Milhares de escudos)

|                     | 1977        |      | 1978        |      | 1979        |      |
|---------------------|-------------|------|-------------|------|-------------|------|
|                     |             | €    |             | €    |             | €    |
| Trigo               | 511 227.4   | 30.7 | 1 137 722.5 | 45.8 | 1 415 007.8 | 56.2 |
| Centeio             | 10 372.4    | 0.6  | 41 390.4    | 1.6  | 28 877.2    | 1.1  |
| Milho               | 651 169.6   | 39.2 | 663 421.0   | 26.7 | 545 682.9   | 21.7 |
| Cevada              | 319.1       | -    | 301.2       | -    | -           |      |
| Aveia               | 31.9        | -    | -           | -    | 1 464.3     | -    |
| Arroz               | 431 870.6   | 26.0 | 643 271.0   | 25.9 | 527 520.1   | 20.9 |
| Sorgo               | 58 157.5    | 3.5  | -           | -    | -           |      |
| TOTAL               | 1 663 148.5 |      | 2 486 106.1 |      | 2 518 552.3 |      |
| Variação percentual | -           |      | +49.5       |      | + 1.3       |      |

FONTE : G.P. do MAP

QUADRO XXV

D.C.P.

Analisando o quadro XXVI, evidencia-se a importância dos subsídios destinados directamente ao consumo de cereais cujo peso relativo em relação ao total de subsídios, embora nos dois últimos anos tenha sofrido diminuições, em 1979 ainda representou cerca de 75.9%.

| CEREAIS              | (Milhares de escudos) |      |             |      |             |      |
|----------------------|-----------------------|------|-------------|------|-------------|------|
|                      | 1977                  |      | 1978        |      | 1979        |      |
|                      |                       | %    |             | %    |             | %    |
| Subsídios ao Consumo | 1 559 691.1           | 93.8 | 2 281 279.1 | 91.8 | 1 910 416.8 | 75.9 |
| Subsíd. ao Produtor  | 103 457.4             | 6.2  | 204 827.0   | 8.2  | 608 135.5   | 24.1 |
| Total                | 1 663 148.5           |      | 2 486 106.1 |      | 2 518 552.3 |      |

FONTE: G.P. do MAP  
DCP

Quadro XXVI

Por outro lado, pela observação dos quadros apresentados, ressalta claramente a importância crescente dos subsídios que sob diversas formas são destinados ao trigo, seguindo-se-lhe o milho e o arroz.

Assim, os subsídios despendidos com o trigo em 1979 atingiram 1 415 milhões de escudos, cerca de 56.2% do total dos subsídios destinados ao conjunto de cereais, (Quadro XXVII).

|  | (Milhares de escudos) |             |             |
|--|-----------------------|-------------|-------------|
|  | 1977                  | 1978        | 1979        |
| (1) Total de subsídios aos cereais     | 1 663 148.5           | 2 486 106.1 | 2 518 552.3 |
| (2) Total de subsídios ao trigo        | 511 227.4             | 1 137 722.5 | 1 415 007.8 |
| Rácio $\frac{(2)}{(1)} \times 100$ (%) | 30.7                  | 45.8        | 56.2        |

FONTE: G.P. do MAP  
DCP

Quadro XXVII

Para além disto, sublinhe-se também a importância do montante dos subsídios destinados às Importações de trigo.

De referir que em 1977 e 1978 os subsídios ao consumo do trigo (Quadro XXVIII), apresentam maior peso em relação ao total que os subsídios ao produtor, verificando-se o inverso em 1979.

## TRIGO

(Milhares de escudos)

|                          | 1977             |      | 1978               |      | 1979               |      |
|--------------------------|------------------|------|--------------------|------|--------------------|------|
|                          |                  | %    |                    | %    |                    | %    |
| Subsídios ao Consumo     | 242 510.5        | 47.4 | 416 648.9          | 36.6 | 246 952.7          | 17.5 |
| Subsídios às Importações | 185 384.9        | 36.3 | 568 162.8          | 49.9 | 600 760.7          | 42.5 |
| Subsídios ao Produtor    | 83 332.0         | 16.3 | 152 910.8          | 13.5 | 567 294.4          | 40.0 |
| <b>TOTAL</b>             | <b>511 227.4</b> |      | <b>1 137 722.5</b> |      | <b>1 415 007.8</b> |      |

FONTE: G.P. do MAP  
D.C.P.

QUADRO XXVIII

Finalmente, poderemos acrescentar que a política subjacente aos subsídios destinados aos cereais, evidencia claramente as dificuldades que os produtores terão de suplantar face à perspectiva de integração na CEE, afectando de uma forma particularmente sensível os produtores de trigo.

3.2.3. O leite e derivados têm auferido de um montante de subsídios elevado, sendo de destacar, pela sua grande importância, os subsídios ao consumo do leite.

O objectivo da política de preços reside então, na definição de preços de garantia e à produção elevados, subsidiando o consumo pelo que, os preços no consumidor têm sido, nos últimos anos, inferiores aos preços à produção.

Em 1979, os subsídios para instalação de equipamento e ordenha mecânica e refrigeração orçaram em 113 219 contos e o total de subsídios à produção e ao consumo, para leite e lacticínios, em 3 983 641 contos o que, na totalidade, perfaz 4 096 860 contos.

Atendendo ao Quadro XXIX, conclui-se que o preço no consumidor se vem afastando do preço à produção, com o consequente agravamento dos montantes de subsídios.

#### EVOLUÇÃO DOS PREÇOS DO LEITE

|                              | ( \$/litro) |        |       |        |        |        |
|------------------------------|-------------|--------|-------|--------|--------|--------|
|                              | 1974        | 1975   | 1976  | 1977   | 1978   | 1979   |
| Preço à Produção             | 4.45        | 6.96   | 7.26  | 7.82   | 11.50  | 13.00  |
| V.H.                         | -           | + 56.4 | + 4.3 | + 7.7  | + 47.1 | + 13.0 |
| I.P.P.                       | 100         | 156.4  | 163.1 | 175.7  | 258.4  | 292.1  |
| Subsídios à<br>Produção      | ord. mec.   | \$30   | \$30  | \$30   | \$30   | \$30   |
|                              | Refrig.     | \$30   | \$30  | \$30   | \$30   | \$30   |
|                              | Eq. tos     | 80%    | 80%   | 80%    | 40%    | 40%    |
| Preço de venda ao<br>Público | 5.50        | 6.00   | 6.00  | 7.00   | 8.50   | 10.00  |
| V.H.                         | -           | + 9.1  | 0.0   | + 16.7 | + 21.4 | + 17.6 |
| I.P.V.P.                     | 100         | 109.1  | 109.1 | 127.3  | 154.5  | 181.8  |
| Subsídios ao consumo         | 1.00        | 2.90   | 5.20  | 5.00   | 8.01   | 8.01   |

QUADRO XXIX

FONTE: D.R. e DCP

### 3.2.4. SUBSÍDIOS E DISTRIBUIÇÃO DO RENDIMENTO

Em conformidade com o estudo elaborado por técnicos do Banco Mundial<sup>(1)</sup>, a eliminação dos subsídios, sem contrapartidas nos preços iria reduzir os rendimentos agrícolas, globalmente em cerca de 10%.

Todos os agricultores seriam afectados de uma forma geral, destacando-se os que se dedicam à criação de gado, produção de cereais e os que utilizam adubos em maior escala.

O total de subsídios representaria entre 7 a 8% do total do consumo privado despendido em produtos agrícolas.

Referenciado o "Inquérito às Despesas das Famílias 73/74" do INE, as famílias portuguesas com rendimentos inferiores representam cerca de 65%, e tendo propensões marginais ao consumo alimentar elevadas, estes grupos sociais seriam os mais duramente afectados pela supressão dos subsídios o que originaria uma queda real do seu poder de compra em cerca de 5%, mantendo-se os rendimentos e as propensões marginais.

---

(1) Prices and Subsidies in Portuguese Agriculture  
B.I.R.D. - 1979.

#### 4. A POLÍTICA AGRÍCOLA COMUM

Actualmente perspectiva-se a integração de Portugal na Comunidade Económica Europeia. Neste contexto, de entre a multiplicidade de problemas resultantes dessa integração surge a necessidade da adopção da Política Agrícola Comum.

Não nos debruçaremos sobre este assunto em profundidade, na medida em que fugiríamos ao cerne do objectivo deste trabalho. Assim, faremos apenas uma análise rápida à Política de Preços e Mercados, na medida em que foi dentro deste âmbito que orientámos o nosso trabalho.

Dos aspectos que sob o ponto de vista das políticas de preços e subsídios na agricultura terão significado relevante para Portugal, destacam-se:

- a escolha das "green rates" (taxas de câmbio verdes);
- a aplicação dos sistemas de manutenção de preços;
- a aplicação da preferência pela Comunidade;
- as operações com a FEOGA - Fundo Europeu de Orientação e Garantia Agrícola.

As "green rates" funcionam como taxas de câmbio para o sector agrícola, sendo determinantes para os níveis de preços finais a serem estabelecidos. Existem fundos de compensação monetária não só para balancear grandes diferenças como para aplicação a novos membros num período de transição.

Contudo, a CEE canaliza os seus esforços no sentido de racionalizar este sistema de taxas, não só pelos efeitos negativos de um "mercado único", como pelos custos que daí advêm.

No que se refere à aplicação dos sistemas de manutenção de preços na CEE, refira-se:

A N N E X E 2

# MINISTÉRIO DA ECONOMIA

## SECRETARIA DE ESTADO DO COMÉRCIO

### Comissão de Coordenação Económica

#### Declaração

Para os devidos efeitos se declara que, por despachos de S. Ex.<sup>a</sup> o Secretário de Estado do Comércio de 2 do corrente e de S. Ex.<sup>a</sup> o Subsecretário de Estado do Orçamento de 17 seguinte, exarados ao abrigo do disposto no artigo 22.<sup>o</sup> do Decreto-Lei n.<sup>o</sup> 88 008, de 28 de Outubro de 1950, são anulados três lugares na categoria de segundo-oficial do quadro do pessoal contratado adstrito à Comissão de Coordenação Económica, aprovado por despacho conjunto de S. Ex.<sup>as</sup> os Ministros das Finanças e da Economia de 16 de Junho de 1951, publicado no *Diário do Governo* n.<sup>o</sup> 175, 1.<sup>a</sup> série, de 20 de Agosto de 1951, e criados, em sua substituição, um lugar de terceiro-oficial e quatro de escriturário de 2.<sup>a</sup> classe.

Comissão de Coordenação Económica, 28 de Outubro de 1962. — O Presidente, *António Carlos Fozas Vital*.

D. de G. n.<sup>o</sup> 246.

# MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

## Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

#### Aviso

Por ordem superior se faz público que o Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte aderiu à Convenção Internacional, de 1 de Dezembro de 1954, relativa ao Instituto Internacional do Frio.

De harmonia com o disposto no artigo 84 da Convenção, aquela ratificação começou a produzir os seus efeitos a partir de 17 de Julho de 1962, data de depósito do respectivo instrumento.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 15 de Outubro de 1962. — O Director-Geral, *Albano Pires Fernandes Nogueira*.

D. de G. n.<sup>o</sup> 247.

# MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

## Inspeção Superior de Administração Ultramarina

#### Portaria n.<sup>o</sup> 19 458

Tendo sido submetida à apreciação do Governo uma apostila ao contrato de curadoria das terceiras obrigações de 5 por cento da Companhia do Caminho de Ferro de Benguela, aprovado pela Portaria n.<sup>o</sup> 17 806, de 20 de Agosto de 1959;

Tornando-se necessário dar nova redacção à Portaria n.<sup>o</sup> 18 648, de 7 de Agosto de 1961, ajustando-a aos objectivos que prossegue:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do n.<sup>o</sup> 1, 11.<sup>o</sup>, da base XI da Lei Orgânica do Ultramar Português e mediante pa-

recer favorável da Inspeção Superior de Administração Ultramarina:

1.<sup>o</sup> Aprovar a apostila ao contrato de curadoria das terceiras obrigações da Companhia do Caminho de Ferro de Benguela, segundo a qual o pagamento dos respectivos juros será feito à opção dos obrigacionistas, quer em estérilino, moeda corrente em Inglaterra, quer em moeda portuguesa, considerando-se esta opção retroactiva à data do primeiro pagamento de juros já efectuado.

2.<sup>o</sup> Revogar a Portaria n.<sup>o</sup> 18 048, de 7 de Agosto de 1961.

Ministério do Ultramar, 26 de Outubro de 1962.  
O Ministro do Ultramar, *Adriano José Alves Moreira*.

Para ser publicada no *Boletim Oficial de Angola*.

*A. Moreira.*

D. de G. n.<sup>o</sup> 248.

# MINISTÉRIO DA ECONOMIA

## SECRETARIA DE ESTADO DA AGRICULTURA

### Junta de Colonização Interna

#### Decreto n.<sup>o</sup> 44 647

Sendo necessário regulamentar o disposto na Lei n.<sup>o</sup> 2116, de 14 de Agosto de 1962;

Usando da faculdade conferida pelo n.<sup>o</sup> 8.<sup>o</sup> do artigo 109.<sup>o</sup> da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

#### Do emparcelamento da propriedade rústica

##### SECÇÃO I

#### Das finalidades do emparcelamento

Artigo 1.<sup>o</sup> Nas regiões onde a fragmentação e a dispersão da propriedade rústica determinam inconvenientes de carácter económico-social deverão realizar-se operações de emparcelamento, destinadas a melhorar as condições técnicas e económicas da exploração agrícola.

Art. 2.<sup>o</sup> O emparcelamento visará:

a) A concentração da área de vários terrenos dispersos, pertencentes ao mesmo proprietário, no menor número aconselhável de prédios;

b) A realização de obras de valorização económica e social da zona respectiva, nomeadamente de melhoramentos rurais e fundiários de carácter colectivo;

c) A obtenção do melhor ordenamento da propriedade rústica, pela rectificação de extremas e pela eliminação de enoraves e extinção de servidões prediais;

d) O aumento, sempre que possível, da área das pequenas parcelas cuja exploração resulte antieconómica;

e) A aproximação, tanto quanto possível, dos novos prédios das sedes das respectivas explorações, podendo prever-se a criação de novos centros de lavoura com habitação e anexos;

f) O reagrupamento, sem prejuízo do disposto na alínea a), de parcelas que, pertencendo embora a diversos proprietários, sejam exploradas em conjunto.

Art. 3.<sup>o</sup> — 1. O Estado promoverá, na zona a emparcelar, a constituição de uma reserva de terras, de que a Junta de Colonização Interna poderá dispor para aumentar a superfície dos terrenos, quando inferior à unidade de cultura, e para melhorar as condições técnicas e económicas das explorações agrícolas de dimensões insuficientes, se os proprietários o pretenderem.



2. Os terrenos adquiridos por particulares nos termos do número anterior serão pagos ao Estado segundo o sistema de amortização estabelecido na lei sobre concessão de glebas agrícolas.

3. Para a constituição da reserva referida no n.º 1 pertencem ao Estado:

a) Incluir na recomposição agrária planeada terrenos do domínio público ou privado do Estado e dos corpos administrativos e ainda do domínio comum, mediante acordo com os corpos administrativos competentes, promovendo, se for caso disso e visando adequado aproveitamento, a recuperação de uns e outros para a exploração agrícola, ou a sua valorização, quando os melhoramentos necessários não possam ser convenientemente realizados pelos proprietários a que se destinam;

b) Comprar terrenos postos à venda nas zonas a emparcelar e adquirir, por compra ou troca, os pertencentes a agricultores que, não dispondo nessas zonas de área suficiente para a constituição de uma exploração agrícola economicamente viável, aceitem a transferência para outras regiões em que seja possível reinstalá-los.

Art. 4.º Ficam excluídos da recomposição predial, salvo acordo dos interessados e sem prejuízo da rectificação de linhas, os terrenos:

- a) Pertencentes ao domínio público;
- b) Em que existam construções, incluindo muros de vedação que não sejam de pedra solta, a menos que se adquiram em troca terrenos com construções equivalentes;
- c) Grandemente valorizados por benfeitorias de interesse agrícola, desde que, na troca, não seja possível obter terrenos equivalentes;
- d) Que, pela sua situação, devam ser considerados terrenos para construção;
- e) Afectos à exploração mineira, industrial ou comercial.

Art. 5.º — 1. O emparcelamento terá por base uma operação colectiva de trocas e deverá efectuar-se de modo que os terrenos adquiridos por cada proprietário conttenham parcelas equivalentes às dos terrenos alienados em qualidade de terra, classe de cultura e valor de rendimento. Para este efeito, tomar-se-á em conta o valor dos terrenos que vierem a ser ocupados por novos caminhos, obras de rega e enxugo ou outras de carácter colectivo e o dos que tenham sido desafectados de tais utilizações.

2. Só se recorrerá à venda ou deixará de se observar o disposto no número anterior se os interessados nisso vierem.

Art. 6.º Para efeitos do disposto nos artigos anteriores, o arrendatário, em caso de enfiteuse, e o colono, na ilha da Madeira, serão considerados como proprietários.

## SECÇÃO II

### Dos órgãos administrativos e judiciais

#### SUBSECÇÃO I

##### Da Junta de Colonização Interna

Art. 7.º — 1. A Junta de Colonização Interna compete a preparação e execução das operações de emparcelamento pela forma e com as atribuições conferidas na lei e neste Regulamento.

2. A Junta de Colonização Interna será coadjuvada na realização das operações de emparcelamento por comissões locais de recomposição predial e por subcomissões de trabalho.

Art. 8.º A Junta de Colonização Interna poderá prestar assistência técnica gratuita em operações de simples reagrupamento de prédios quando os proprietários lhe soli-

citem. No pedido descrever-se-ão os prédios que os interessados pretendem sujeitar ao reagrupamento e os objectivos a alcançar.

#### SUBSECÇÃO II

##### Das comissões locais de recomposição predial

Art. 9.º Decidido o início dos trabalhos, após o despacho que ordene a elaboração de um anteprojecto de emparcelamento, a Junta de Colonização Interna promoverá a criação de uma comissão local de recomposição predial.

Art. 10.º — 1. Fazem parte da comissão local:

O presidente da câmara municipal, o conservador do registo predial, o notário e o chefe da secção de finanças do concelho onde se situar a zona submetida a emparcelamento;

Dois proprietários de terrenos incluídos na recomposição a efectuar, designados pela direcção do grémio ou grémios da lavoura;

Três engenheiros agrónomos ou silvicultores, um designado pela Junta de Colonização Interna, outro pelo Instituto Geográfico e Cadastral e outro pelo Serviço de Reconhecimento e Ordenamento Agrário; Qualquer outra pessoa de livre escolha do Secretário de Estado da Agricultura.

2. Quando a área a emparcelar pertencer a mais de um concelho ou neste houver mais de um notário, farão parte da comissão local os presidentes das câmaras municipais, os conservadores do registo predial e os chefes das secções de finanças de todos os concelhos abrangidos e um notário designado pelo director-geral dos Registos e do Notariado.

3. Presidirá à comissão local a pessoa que para tal for designada pelo Secretário de Estado da Agricultura e exercerá as funções de secretário o vogal representante da Junta de Colonização Interna.

Art. 11.º Compete à comissão local:

1.º Julgar, em 1.ª instância, as reclamações que lhes sejam dirigidas sobre questões suscitadas pela execução do emparcelamento;

2.º Autorizar, para poderem ser levados em conta na avaliação dos terrenos sujeitos ao emparcelamento, os melhoramentos fundiários iniciados após ter sido tornado público o começo dos trabalhos de elaboração do respectivo anteprojecto;

3.º Coadjuvar a Junta de Colonização Interna, por iniciativa própria ou quando solicitada, na execução das operações de emparcelamento.

Art. 12.º A comissão local terá a sua sede, sempre que possível, no grémio da lavoura do concelho em que se situe o perímetro a emparcelar ou a maior parte da área deste e, na sua falta, na câmara municipal.

Art. 13.º A posse dos membros da comissão local será conferida pelo juiz de direito a que se refere o n.º 1 do artigo 22.º, que, para este efeito e por solicitação da Junta de Colonização Interna, ordenará as competentes notificações e requisições.

Art. 14.º — 1. A comissão local reúne mediante convocação do respectivo presidente no dia, local e hora por ele fixados. Para o efeito deverão os seus membros ser convocados com cinco dias, pelo menos, de antecedência e informados dos assuntos a tratar.

2. A comissão local só poderá deliberar validamente quando estiverem presentes, pelo menos, o presidente e quatro vogais, sendo dois destes o conservador do registo predial ou o notário e um, pelo menos, dos três engenheiros designados pelos serviços.

3. As deliberações serão tomadas por maioria de votos, sendo o presidente o voto de qualidade.

4. De todas as reuniões se lavrará acta em livro especialmente aberto para o efeito, da qual se enviará cópia à Junta de Colonização Interna.

5. Das actas constarão a fundamentação das deliberações e a justificação dos votos dos membros vencidos.

6. Estão impedidos de intervir na decisão os membros que sejam reclamantes ou tenham interesse directo na questão, eles próprios ou o seu cônjuge, qualquer ascendente ou descendente de um ou outro, ou qualquer parente, também de um ou outro, por consaguinidade ou afinidade, até ao segundo grau da linha transversal.

7. Os impedimentos devem ser arguidos pelo reclamante na própria reclamação, devendo também ser suscitados pessoalmente até à decisão.

8. O impedimento dos membros vogais, quando não declarado ou reconhecido pelo próprio, será decidido pelo presidente.

9. O impedimento do presidente, nas condições do artigo anterior, será decidido pelo presidente da Junta de Colonização Interna.

Art. 15.º — 1. As faltas às reuniões da comissão local deverão ser justificadas perante o presidente até ao início da sessão ou, quando tal não seja possível, dentro dos cinco dias seguintes.

2. A falta injustificada a três reuniões dará lugar à aplicação, aos vogais funcionários públicos, das sanções disciplinares previstas nas leis em vigor, e será fundamento da substituição imediata dos vogais não funcionários, a deparar pelo presidente da comissão local.

3. A falta do presidente deverá ser comunicada e julgada por este à Junta de Colonização Interna, que, no caso previsto no número anterior, poderá porpor ao Secretário de Estado da Agricultura a respectiva destituição.

Art. 16.º — 1. A comissão local dissolver-se-á após a conclusão das operações de emparcelamento da zona e a entrega dos novos títulos de propriedade.

2. Toda a documentação da comissão local dissolvida será arquivada na Junta de Colonização Interna.

### SUBSECÇÃO III

#### Das subcomissões de trabalho

Art. 17.º — 1. Simultaneamente à constituição da comissão local, o presidente da Junta de Colonização Interna nomeará uma subcomissão de trabalho, com a composição seguinte:

a) O chefe da brigada da Junta de Colonização Interna que tenha a seu cargo o emparcelamento da zona e que presidirá à subcomissão;

b) O presidente da junta ou juntas de freguesia abrangidas pelo perímetro;

c) Três representantes dos proprietários da zona a emparcelar;

d) Um representante do contencioso da Junta de Colonização Interna, licenciado em Direito;

e) Um funcionário da Junta de Colonização Interna, como secretário e sem direito a voto.

2. Os vogais referidos na alínea c) serão designados pelos restantes membros da subcomissão, se não forem escolhidos pelos proprietários interessados, em reunião convocada pela Junta de Colonização Interna e presidida pelo chefe da respectiva brigada.

3. São considerados proprietários interessados, para os efeitos do n.º 2 deste artigo, todos os que na área abrangida paguem contribuição predial rústica.

47  
Art. 18.º Compete à subcomissão de trabalho informar sobre todas as questões emergentes do emparcelamento e, nomeadamente, as referentes a:

a) Delimitação do perímetro do emparcelamento;

b) Classificação e avaliação dos terrenos;

c) Definição da situação jurídica da propriedade;

d) Planos dos melhoramentos de carácter colectivo a realizar na zona;

e) Estabelecimento dos novos lotes de terra.

Art. 19.º A subcomissão de trabalho terá a sua sede na junta de freguesia em que se situe o perímetro a emparcelar ou a maior parte da área deste.

Art. 20.º É aplicável às subcomissões de trabalho o disposto nos artigos 15.º e 16.º

### SUBSECÇÃO IV

#### Do tribunal arbitral

Art. 21.º Constituídas a comissão local de recomposição predial e a subcomissão de trabalho, a Secretaria de Estado da Agricultura promoverá a constituição de um tribunal arbitral na zona submetida ao emparcelamento.

Art. 22.º — 1. O tribunal arbitral será presidido pelo juiz de direito da comarca a que pertencer a zona a emparcelar ou, quando esta se situar na área de diversas comarcas, pelo juiz que for designado pelo Ministro da Justiça, sobre proposta do Conselho Superior Judiciário.

2. O Ministro da Justiça poderá designar um magistrado judicial sem jurisdição comarcã, se o presumível volume das questões afectas ao tribunal arbitral ou o movimento normal da comarca ou comarcas não permitirem que tais questões sejam prontamente julgadas.

3. Fazem ainda parte do tribunal arbitral dois engenheiros agrónomos ou silvicultores, um designado pelo Secretário de Estado da Agricultura e outro pelo Instituto Geográfico e Cadastral, e dois delegados da direcção do grémio ou grémios da lavoura da área em que estiver situada a zona submetida a emparcelamento.

4. Os membros do tribunal arbitral tomarão posse perante o juiz de direito que deva presidir.

Art. 23.º Compete ao tribunal arbitral julgar em definitivo os recursos interpostos das decisões proferidas pela comissão local de recomposição predial.

Art. 24.º — 1. O tribunal arbitral funcionará junto do tribunal judicial da comarca ou julgado em que exercer jurisdição o juiz presidente ou, quando tiver sido designado um magistrado sem jurisdição comarcã, junto do tribunal da comarca ou julgado que for indicado pelo Ministro da Justiça.

2. A Junta de Colonização Interna assegurará todo o expediente do tribunal arbitral e suportará os encargos resultantes do seu funcionamento.

Art. 25.º — 1. O tribunal arbitral só poderá deliberar válidamente quando estiverem presentes, pelo menos, o presidente e dois vogais, sendo estes um dos engenheiros e um dos delegados dos grémios da lavoura.

2. É aplicável aos membros do tribunal arbitral o disposto nos n.ºs 6, 7, 8 e 9 do artigo 14.º, devendo o impedimento do presidente ser decidido pelo presidente do tribunal da Relação competente.

Art. 26.º É também aplicável aos membros do tribunal arbitral o disposto no artigo 15.º

Art. 27.º — 1. O tribunal arbitral dissolver-se-á automaticamente com a apreciação do último recurso, ou, no caso de nenhum ter sido interposto, expirado o prazo fixado para recorrer.

2. Toda a documentação do tribunal arbitral ficará arquivada na Junta de Colonização Interna.

## SECÇÃO III

## Das operações do emparcelamento

## SUBSECÇÃO I

## Da iniciativa das operações de emparcelamento

Art. 19.º — Os trabalhos de reconhecimento e inquérito para fins de emparcelamento iniciar-se-ão por iniciativa da Junta de Colonização Interna, ou a requerimento de qualquer proprietário interessado ou dos organismos representativos da lavoura.

Art. 20.º — O pedido referido no artigo anterior deverá ser dirigido ao presidente da Junta de Colonização Interna, em papel comum, e fornecer, além de outros que o requerente julgue oportuno, os seguintes elementos:

- a) Localização da zona a emparcelar — lugar, freguesia e concelho;
- b) Área aproximada;
- c) Características agrícolas;
- d) Número aproximado de proprietários abrangidos;
- e) Número de proprietários interessados no emparcelamento e área aproximada que possuem;
- f) Justificação sumária da necessidade de se proceder ao emparcelamento.

Art. 20.º — A Junta de Colonização Interna submeterá a despacho do Secretário do Estado da Agricultura as conclusões dos trabalhos de reconhecimento e inquérito a que tiver procedido.

## SUBSECÇÃO II

## Dos estudos preliminares

Art. 21.º — 1. A Junta de Colonização Interna procederá aos estudos preliminares do emparcelamento, determinados em despacho do Secretário de Estado da Agricultura.

2. Tais estudos visarão:

- a) O conhecimento do ambiente económico-social da zona e das vantagens que da realização de um plano de emparcelamento para ela poderão resultar;
- b) A delimitação da zona a emparcelar;
- c) A estimativa do custo da realização do plano;
- d) A determinação do grau de viabilidade técnica e económica do plano em função do seu custo e dos resultados previsíveis;
- e) O conhecimento das possíveis dificuldades e resistências das populações abrangidas pelo emparcelamento planeado e dos benefícios a conceder ou dos melhoramentos a efectuar na zona, de modo a promover a elevação das condições de vida do meio rural e a obviar a tais dificuldades ou resistências.

Art. 22.º — 1. Realizados os estudos preliminares, a Junta de Colonização Interna elaborará um parecer, devidamente fundamentado, que será submetido à apreciação do Secretário de Estado da Agricultura.

2. Perante as conclusões do parecer referido no n.º 1, o Secretário de Estado da Agricultura decidirá sobre a elaboração do anteprojecto de emparcelamento da zona abrangida, atribuindo prioridade à elaboração dos anteprojectos de emparcelamento solicitado pela maioria dos proprietários, representando a maioria do rendimento colectivo da zona a emparcelar.

## SUBSECÇÃO III

## Do anteprojecto e do projecto

Art. 23.º — 1. Ordenada a elaboração de um anteprojecto de emparcelamento, será dada publicidade à decisão,

chamando-se a atenção dos interessados para o direito de preferência concedido ao Estado pelo n.º 4 da base XIII da Lei n.º 2116, de 14 de Agosto de 1962.

2. Quando a Junta de Colonização Interna iniciar os respectivos trabalhos, em harmonia com a ordem de preferência estabelecida nos termos do artigo anterior, cumprirá o disposto nos artigos 9.º e 17.º, dará publicidade ao facto, chamando a atenção dos interessados para o começo da vigência do regime estabelecido na base XIII da lei referida no número antecedente e convocará a reunião prevista no n.º 2 do artigo 17.º

3. Os trabalhos iniciais consistirão, especialmente, na exacta delimitação do perímetro e na classificação, avaliação e determinação da situação jurídica dos terrenos.

Art. 24.º — A classificação e avaliação dos terrenos levar-se-á a cabo tendo em conta o disposto no n.º 1 do artigo 5.º

Art. 25.º — 1. A determinação da situação jurídica da propriedade compreenderá os seguintes trabalhos:

a) Determinação dos proprietários ou possuidores, por qualquer título, dos terrenos submetidos ao emparcelamento;

b) Determinação dos direitos, ónus e contratos referidos no n.º 2 do artigo 48.º que, tendo por objecto a totalidade ou parte dos prédios de um proprietário, não do passar a incidir sobre a totalidade ou parte das parcelas atribuídas no final da operação ao mesmo proprietário.

2. Quando surgirem dúvidas acerca da propriedade de alguma parcela, será considerado como proprietário, para as operações de emparcelamento, aquele que apresentar melhor título escrito, e, na falta deste, aquele que estiver na posse da parcela.

3. Quando as dúvidas respeitarem à delimitação de quaisquer parcelas ou à existência, objecto ou titularidade de algum dos direitos, ónus ou contratos previstos no n.º 2 do artigo 48.º, observar-se-á, com a conveniente adaptação, o preceituado no número anterior.

4. Fica salvo aos interessados o recurso aos tribunais comuns, para a definição dos seus direitos, pela instauração das acções competentes.

Art. 26.º — 1. Os elementos resultantes dos trabalhos referidos nos dois artigos anteriores serão postos à apreciação dos interessados, durante o prazo de 30 dias, a contar da publicação do respectivo aviso nos jornais, podendo aqueles apresentar perante a comissão local, por escrito, as observações que entenderem.

2. Para este efeito, aqueles elementos constarão de:

a) Planta parcelar dos terrenos situados no perímetro, indicando as diversas classes e valores dos solos, tais como foram determinados pela Junta de Colonização Interna, coadjuvada pela subcomissão de trabalho;

b) Condições em que se promoverá a venda dos terrenos adquiridos pela Junta de Colonização Interna e destinados a aumentar a área das explorações cujos proprietários o solicitem;

c) Registo parcelar, indicando para cada parcela, com os elementos cadastrais, a superfície e o valor segundo a classificação estabelecida;

d) Duplicado de um boletim individual para cada proprietário, indicando as parcelas que lhe pertencem, sua área, valor e situação jurídica;

e) Memória explicativa, justificando as operações de classificação e avaliação dos terrenos;

f) Plano das obras e melhoramentos fundiários a levar a efeito no perímetro.

Art. 27.º — Apreciadas as observações a que se refere o artigo anterior, a Junta de Colonização Interna procederá às respectivas alterações, se houver lugar a elas, e con-

oluirá a elaboração do anteprojecto, do qual constarão os seguintes elementos:

- 1.º O perimetro da zona a emparcelar;
- 2.º A classificação e avaliação dos terrenos abrangidos pelo perimetro e os respectivos coeficientes que servem de base para levar a cabo as compensações necessárias;
- 3.º A determinação dos proprietários das parcelas do perimetro, bem como da superfície pertencente a cada um e respectiva classificação;
- 4.º A relação dos ónus e outras situações jurídicas relativas às parcelas submetidas ao emparcelamento;
- 5.º As parcelas a atribuir aos proprietários da zona em substituição das que anteriormente possuíam;
- 6.º Os direitos, ónus ou contratos que sobre estas recaíam e que devam ser transferidos para os novos prédios, com a delimitação da parte sobre que ficam a incidir, no caso de não respeitarem a todos os terrenos do mesmo proprietário;
- 7.º As servidões prediais relativas à nova ordenação da propriedade.

Art. 38.º Terminada a elaboração do anteprojecto será este submetido à apreciação dos interessados, que poderão reclamar e recorrer nos prazos e pela forma referidos no artigo 48.º e seguintes.

Art. 39.º Decididas as reclamações e recursos e feitas as correções a que houver lugar, o anteprojecto converter-se-á em projecto de emparcelamento, no caso de ter obtido a aprovação da maioria dos proprietários com maioria do rendimento colectável, entendendo-se que o aprovam os proprietários que expressamente assim o declaram e os que não tenham apresentado qualquer reclamação ou cujas reclamações tenham sido atendidas.

Art. 40.º — 1. Se o anteprojecto não for aprovado, a Junta de Colonização Interna poderá modificá-lo, devendo submetê-lo de novo à apreciação dos interessados, nos termos do artigo 38.º

2. Não havendo razões que justifiquem a modificação referida no número anterior ou quando, tendo sido alterado, o anteprojecto for novamente rejeitado, poderá o Secretário de Estado da Agricultura propô-lo, como projecto de emparcelamento, à apreciação do Conselho de Ministros, se considerar, mediante parecer da Junta de Colonização Interna, que a execução do emparcelamento permite eliminar graves inconvenientes de ordem económica e social.

Art. 41.º — 1. O projecto de emparcelamento será presente ao Conselho de Ministros acompanhado de informação completa sobre as reclamações e os recursos que não tenham sido atendidos.

2. Se for aprovado, converter-se-á em plano de recomposição agrária da zona.

3. O despacho do Conselho de Ministros facultará a expropriação por utilidade pública urgente dos terrenos que for necessário expropriar para execução dos melhoramentos fundiários de carácter colectivo ou dos melhoramentos rurais considerados no plano e determinará a inclusão, na recomposição planeada, dos terrenos do domínio público que tenha sido prevista.

#### SUBSECÇÃO IV

##### Da execução dos planos de recomposição agrária

Art. 42.º — 1. Os proprietários ou possuidores por qualquer título de terreno em que tenha de proceder-se a estudos ou quaisquer trabalhos de emparcelamento ficam obrigados a consentir na ocupação desses terrenos e na

passagem através deles enquanto durarem os referidos estudos ou trabalhos.

2. Os proprietários e possuidores referidos no número anterior têm direito a ser indemnizados pelos prejuízos efectivamente causados por esses estudos e trabalhos.

Art. 43.º — 1. Os terrenos adquiridos por cada proprietário ficam sub-rogados no lugar dos terrenos alienados.

2. Os direitos reais de gozo que possam ser transferidos, os direitos reais de garantia, os ónus de que tratam as alíneas m), n) e o) do artigo 2.º do Código do Registo Predial, os arrendamentos, mesmo que não tenham esta qualificação, e as parcerias agrícolas transferem-se dos terrenos alienados para os adquiridos; mas os arrendatários e os parceiros cultivadores podem rescindir os respectivos contratos.

3. A rescisão de que trata o número anterior só se efectivará no momento da entrega dos novos lotes.

4. Quando os direitos, ónus ou contratos referidos no número anterior não respeitarem a todos os terrenos do mesmo proprietário delimitar-se-á a parte em que ficam a incidir, igual ao seu primitivo objecto em qualidade, classe do cultura e valor.

5. A entrega dos novos lotes será feita na altura determinada pela Junta de Colonização Interna, ouvida a subcomissão de trabalho, e deverá ter em conta a época das várias colheitas.

Art. 44.º O direito conferido no artigo anterior aos arrendatários e parceiros cultivadores caducará se não for exercido no prazo de 30 dias a contar da data em que lhes for notificada a delimitação dos novos lotes.

#### SUBSECÇÃO V

##### Da titulação dos resultados do emparcelamento

Art. 45.º — 1. Concluídos os trabalhos de execução do plano de recomposição agrária, será lavrado pela Junta de Colonização Interna e assinado pelo respectivo presidente um auto relativamente a cada proprietário, em que se fará menção das operações realizadas quanto aos seus bens e descrição pormenorizada, para efeito de inscrição matricial e de registo predial, do prédio ou prédios que lhe ficaram a pertencer e dos termos da transcrição dos direitos e encargos que sobre as suas parcelas primitivas incidiam e devam subsistir.

2. O auto e as suas certidões ou fotocópias, devidamente autenticadas, constituirão documento bastante para prova dos actos ou factos que dele constem.

3. Consideram-se autenticadas as fotocópias com declaração de conformidade com o original datadas e assinadas pelo funcionário competente e autenticadas com o selo branco da Junta de Colonização Interna.

Art. 46.º — 1. Com base no auto serão feitas nas matrizes prediais as inscrições e alterações decorrentes da recomposição agrária e na conservatória do registo predial competente a descrição e o registo da aquisição do prédio ou prédios resultantes do emparcelamento e dos direitos ou encargos que devam ser transferidos das primitivas parcelas.

2. Na descrição de cada prédio mencionar-se-ão a unidade de cultura fixada para a zona submetida a emparcelamento e a característica do indivisibilizado dos prédios situados no interior da mesma zona.

3. Os registos serão requeridos pela Junta de Colonização Interna e os respectivos emolumentos serão pagos pelos interessados.

Art. 47.º O original do auto referido nos artigos anteriores ficará arquivado na Junta de Colonização Interna, que fornecerá uma certidão ou fotocópia ao interessado.

## SECÇÃO IV

### Das reclamações e recursos

Art. 48.º — 1. Os proprietários, bem como os titulares dos direitos e os beneficiários dos ónus referidos no artigo 35.º, poderão apresentar por escrito as reclamações que entenderem sobre o anteprojecto de emparcelamento.

2. As reclamações serão dirigidas ao presidente da comissão local de recomposição predial, em papel comum, e devem ser apresentadas no prazo de 30 dias a contar da data em que para o efeito forem notificados.

3. Este prazo será de 45 dias para os que residirem nas ilhas, nas províncias ultramarinas, no estrangeiro e para aqueles cuja residência não for conhecida, contando-se para estes da última publicação do aviso nos jornais.

4. Se o reclamante apresentar a reclamação em duplicado, ser-lhe-á este devolvido com a nota de ter sido recebido o original.

Art. 49.º Para os efeitos do artigo anterior, o anteprojecto estará patente aos interessados, para exame, em todos os dias úteis abrangidos no prazo para reclamar.

Art. 50.º As comissões locais de recomposição predial decidirão das reclamações no prazo máximo de 30 dias a contar do termo do período de reclamação.

Art. 51.º — 1. Das decisões das comissões locais de recomposição predial cabe recurso para os tribunais arbitrais respectivos, a interpor no prazo de oito dias a contar da notificação da decisão, ou da data desta, se não houver lugar a notificação.

2. Os requerimentos de recurso serão em papel comum dirigidos ao presidente do tribunal arbitral, e neles deverão os recorrentes formular concretamente a alteração ou alterações pretendidas, indicando as razões de facto e de direito que fundamentem a pretensão.

Os recorrentes poderão juntar quaisquer documentos e requerer a realização de diligências.

3. Os requerimentos serão apresentados na sede da comissão local de recomposição predial, cujo presidente mandará juntar-lhes cópia da decisão recorrida e remetê-las ao tribunal arbitral, podendo ainda juntar uma justificação adicional da decisão, caso entenda conveniente.

4. O tribunal não conhecerá do recurso se o mesmo tiver sido interposto fora de prazo ou se o recorrente não tiver interesse directo na sua procedência.

5. O tribunal poderá conhecer desde logo do objecto do recurso ou decidir a realização de quaisquer diligências que considere necessárias, quer a sugestão dos recorrentes, quer officiosamente, ordenando os trâmites a seguir na instrução.

6. As decisões finais serão proferidas no prazo de 30 dias a contar da entrada do requerimento de recurso no tribunal.

7. As decisões serão tomadas em conferência e por maioria de votos dos membros presentes, tendo o presidente voto de qualidade quando aquela não se possa formar.

Os acórdãos serão lavrados pelo presidente e devidamente fundamentados, devendo os membros vencidos justificar os seus votos.

8. As decisões serão notificadas aos interessados e comunicadas à comissão local de recomposição predial no prazo de oito dias.

Art. 52.º Nos requerimentos de reclamação e de recurso deverão os interessados indicar o seu domicílio na área da comarca da situação da zona a emparcelar, ou, se ali não residirem, escolher domicílio na mesma, para efeitos de notificações, sob pena de estas não lhes serem feitas, considerando-se então publicadas as decisões na data em que forem proferidas.

Art. 53.º Se as decisões sobre reclamações ou recursos implicarem alterações do anteprojecto de emparcelamento, far-se-ão as respectivas correções e notificar-se-ão os que nelas tenham interesse directo, podendo estes reclamar no prazo de oito dias e, oportunamente, recorrer das decisões que forem proferidas.

## SECÇÃO V

### Da publicidade das operações de emparcelamento e da comunicação dos respectivos actos

Art. 54.º — 1. A todas as decisões com interesse geral para as operações de emparcelamento será dada publicidade por anúncios nos jornais locais da zona a emparcelar e pela afixação de editais nos lugares do costume.

2. Se não se publicarem jornais na zona a emparcelar, serão os anúncios publicados num dos jornais mais lidos na mesma.

Art. 55.º Todos os actos respeitantes a operações de emparcelamento que interessem individualmente aos proprietários ou titulares de quaisquer direitos sobre os terrenos a emparcelar serão notificados aos interessados.

Art. 56.º — 1. As notificações podem ser pessoais, por carta ou postal registado com aviso de recepção e editais.

2. As primeiras notificações, entendendo-se como tais as feitas nos termos do artigo 39.º, serão sempre efectuadas por carta ou postal registados com aviso de recepção, indicando-se aos interessados o local, os dias e as horas em que poderão examinar o anteprojecto e advertindo-se os mesmos do direito de apresentarem as reclamações que entenderem, no prazo de 30 dias, contados da data da recepção da notificação.

3. A notificação edital só se empregará, no caso previsto no número anterior, quando não for possível averiguar a residência dos interessados, e efectua-se mediante a publicação de aviso nos jornais e afixação de editais, nos termos do artigo 54.º

4. Para os interessados residentes nas ilhas adjacentes, nas províncias ultramarinas ou no estrangeiro a carta ou postal registados serão expedidos por via aérea.

## SECÇÃO VI

### Disposições gerais

Art. 57.º Mediante proposta devidamente fundamentada da Junta de Colonização Interna, ouvida a Corporação da Lavoura, o Governo, pelo Secretário de Estado da Agricultura, aprovará em portaria um regulamento especial para cada zona do País em que será fixada a superfície mínima, correspondente à unidade de cultura, de que trata a base 1 da Lei n.º 2116, de 14 de Agosto de 1962.

Art. 58.º Para pagamento das tornas devidas pela aquisição de prédios indivisos, nos termos da base XI da Lei n.º 2116, poderá ser concedida assistência financeira do Estado pelo Fundo de Melhoramentos Agrícolas, nos termos do Decreto-Lei n.º 48 855, de 24 de Novembro de 1960.

Decreto n.º 44 648

Considerando que foi adjudicado à firma C. Santos, L.<sup>da</sup>, o fornecimento de uma viatura de comando e salvamento *Mercedes-Benz Unimog S*, com equipamento URD 90/2, para o serviço contra incêndios do aeroporto de Lisboa;

Considerando que o prazo de entrega é de 180 dias que abrange parte do ano económico de 1962 e parte do de 1963;

Tendo em vista o disposto no artigo 22.º e seu § 1.º do Decreto-Lei n.º 41 375, de 19 de Novembro de 1957;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 100.º da Constituição, o Governo decreta e ou promulga o seguinte:

Artigo 1.º É autorizado o conselho administrativo do aeroporto de Lisboa a celebrar contrato com a firma C. Santos, L.<sup>da</sup>, para o fornecimento de uma viatura de comando e salvamento *Mercedes-Benz Unimog S*, com equipamento URD 90/2, para o serviço contra incêndios, pela importância de 470 000\$.

Art. 2.º Para a liquidação do encargo relativo a este contrato não poderá o conselho administrativo do aeroporto de Lisboa despendar mais de 400 000\$ no corrente ano e 70 000\$, ou o que se apurar como saldo, no ano de 1963.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 26 de Outubro de 1962. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — António Manuel Pinto Barbosa — Carlos Gomes da Silva Ribeiro.

D. de G. n.º 247.

Decreto n.º 44 649

Considerando que foi adjudicado à firma C. Santos, L.<sup>da</sup>, o fornecimento de duas viaturas autotanques *Mercedes-Benz*, modelo LA 828/30, para o serviço contra incêndios do aeroporto de Lisboa;

Considerando que o prazo de entrega é de 120 dias que abrange parte do ano económico de 1962 e parte do de 1963;

Tendo em vista o disposto no artigo 22.º e seu § 1.º do Decreto-Lei n.º 41 375, de 19 de Novembro de 1957;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 100.º da Constituição, o Governo decreta e ou promulga o seguinte:

Artigo 1.º É autorizado o conselho administrativo do aeroporto de Lisboa a celebrar contrato com a firma C. Santos, L.<sup>da</sup>, para o fornecimento de duas viaturas autotanques *Mercedes-Benz*, modelo LA 828/30, para o serviço contra incêndios, pela importância de 600 500\$.

Art. 2.º Para a liquidação do encargo relativo a este contrato não poderá o conselho administrativo do aeroporto de Lisboa despendar mais de 600 000\$ no corrente ano e 50 500\$, ou o que se apurar como saldo, no ano de 1963.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 26 de Outubro de 1962. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — António Manuel Pinto Barbosa — Carlos Gomes da Silva Ribeiro.

D. de G. n.º 247.

Art. 59.º Desde o despacho que ordene os estudos preliminares para fins de emparcelamento até à execução do plano o Estado goza do direito de preferência, em primeiro lugar, na transmissão de terrenos situados na zona a emparcelar.

Art. 60.º — 1. Iniciada a elaboração do anteprojecto, são ineficazes, para efeito de emparcelamento, as transmissões entre vivos de terrenos sujeitos à recomposição predial planeada e, para efeito de avaliação, os melhoramentos fundiários realizados sem autorização das comissões locais.

2. Estas transmissões e melhoramentos poderão ser considerados plenamente eficazes quando a Junta de Colonização Interna reconhecer que não prejudicam a elaboração do anteprojecto de emparcelamento. Serão também considerados eficazes os actos que impliquem a transmissão global das parcelas pertencentes ao mesmo proprietário para um único adquirente.

3. Incumbe aos outorgantes dar à Junta de Colonização Interna notícia pormenorizada dos actos ou contratos pelos quais se transfira a propriedade de terrenos sujeitos ao emparcelamento.

4. Incumbe aos notários advertir os outorgantes dos actos de transmissão predial de que trata o número anterior.

Art. 61.º — 1. Em qualquer fase da elaboração do anteprojecto de emparcelamento ou da execução do plano de recomposição agrária, a Junta de Colonização Interna ou a comissão local de recomposição predial podem notificar os proprietários interessados para prestarem os esclarecimentos necessários à verificação dos direitos e ao conhecimento das realidades em que devem assentar o estudo e a execução do emparcelamento.

2. A notificação pode ser pessoal ou por postal registado com aviso de recepção. Incorrerá na multa de 100\$ a 500\$, a aplicar pelo juiz de direito da comarca da sua residência, o proprietário que não cumprir a notificação que lhe houver sido regularmente feita.

3. Quando o proprietário não residir na zona a emparcelar, poderá ser notificado, na forma e sob a sanção previstas no número anterior, para comparecer perante o presidente da câmara do concelho da sua residência.

Art. 62.º Os membros dos tribunais arbitrais têm direito ao pagamento de senhas de presença pelas sessões a que assistirem, do montante que for fixado por despacho do Secretário de Estado da Agricultura, de acordo com o Ministro das Finanças.

Art. 63.º Aos membros das comissões locais de recomposição predial poderá ser arbitrada uma gratificação mensal durante os períodos de trabalho efectivo.

Art. 64.º Os membros das comissões locais e dos tribunais arbitrais, incluindo os que não forem funcionários públicos, terão direito ao pagamento das despesas de transporte e ajudas de custo, quando tiverem de se deslocar do local da sua residência.

Art. 65.º As gratificações e abonos a que se referem os artigos 63.º e 64.º serão fixados nos termos da parte final do artigo 62.º

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 26 de Outubro de 1962. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — João Mota Pereira de Campos.

D. de G. n.º 247 (rect. no D. de G. n.º 262, de 14 de Novembro de 1962).

A N N E X E 3

ENTRE DOURO

TRÁS-OS-

MONTES

E

MINHO

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA E PESCA  
DE BEIRA LITORAL E DO ALENTEJO  
E DO ALENTEJO INTERIORE

BEIRA  
LITORAL

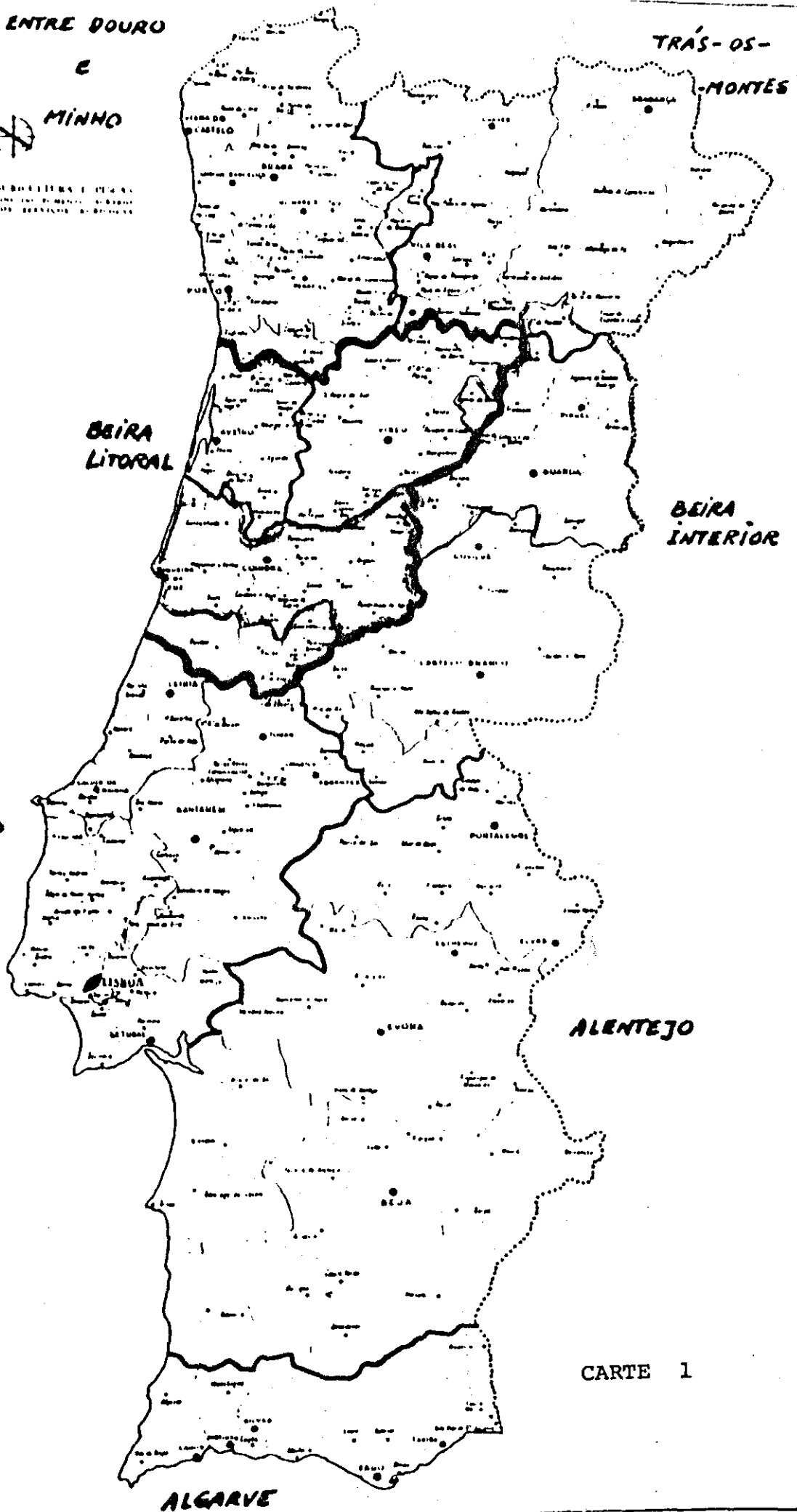
BEIRA  
INTERIOR

RIBATEJO  
E  
OESTE

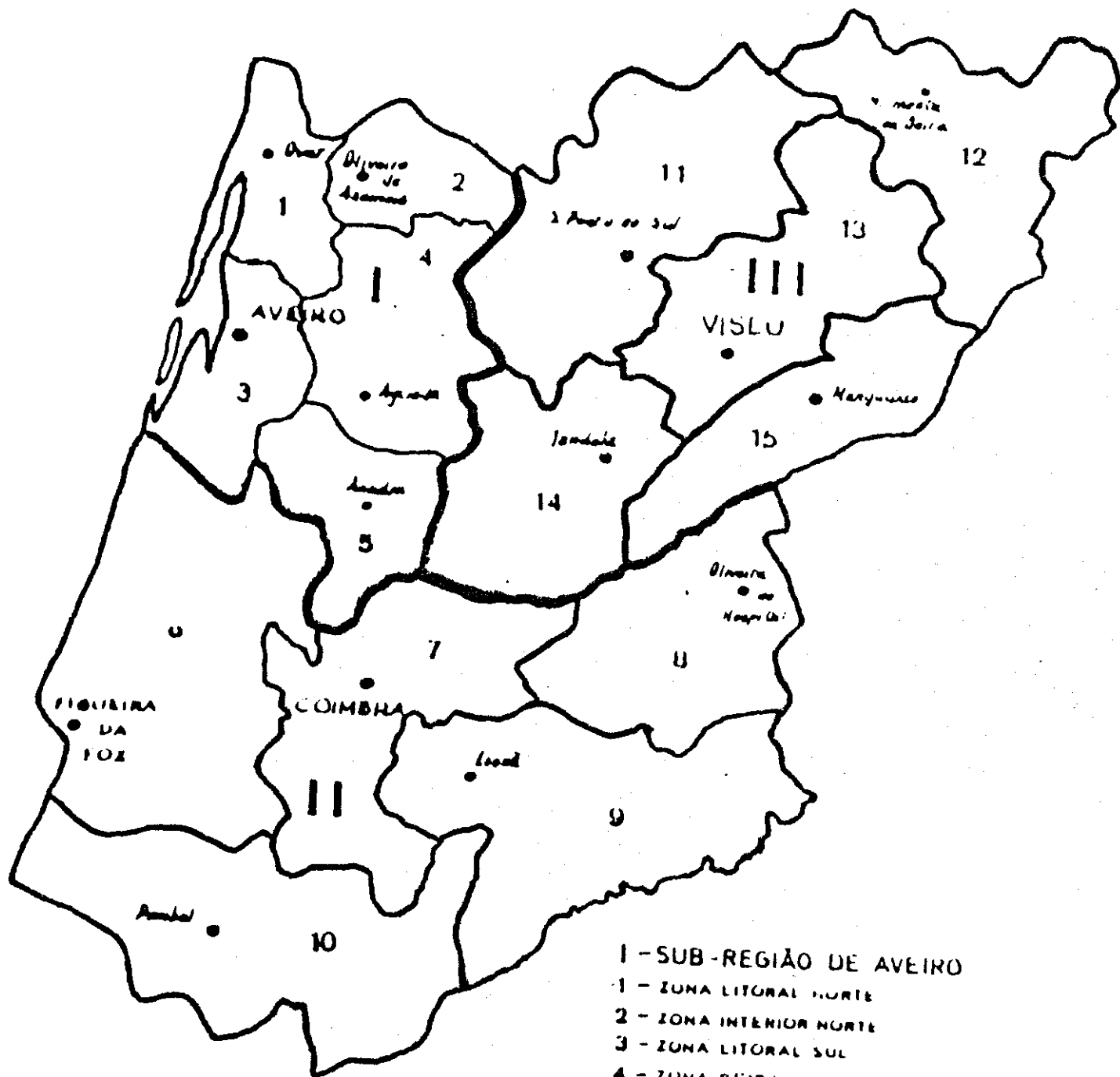
ALENTEJO

CARTE 1

ALGARVE







# REGIÃO AGRÁRIA da BEIRA-LITORAL

- I - SUB-REGIÃO DE AVEIRO
- 1 - ZONA LITORAL NORTE
- 2 - ZONA INTERIOR NORTE
- 3 - ZONA LITORAL SUL
- 4 - ZONA BEIRA VOUGA
- 5 - ZONA DA BAIHRADA
- II - SUB-REGIÃO DE COIMBRA
- 6 - ZONA LITORAL
- 7 - ZONA CENTRO
- 8 - ZONA INTERIOR NORTE
- 9 - ZONA INTERIOR SUL
- 10 - ZONA SUL
- III - SUB-REGIÃO DE VISEU
- 11 - ZONA DE LARGES
- 12 - ZONA PLANALTICA
- 13 - ZONA CENTRAL
- 14 - ZONA SUDOESTE (ANAMUROS)
- 15 - ZONA ENTRE DÃO E MONTIJO

- SEDE DE ZONA
- LIMITE DE SUB-REGIÃO
- - LIMITE DE ZONA



Sub-Região de Coimbra

| Concelhos          | Nº de Equipas | Constituição das Equipas Concelhias |
|--------------------|---------------|-------------------------------------|
| Coimbra            | 1             | 3 Engº Tec. Agrários                |
| Ansião             | 1             | 1 Engº Tec. Agrários                |
| Arganil            | 1             | 2 Engº Tec. Agrários                |
| Cantanhede<br>Mira | 1             | 3 Engºs Tec. Agrários               |
| Montemor-o-Velho   | 1             | 5 Engºs Tec. Agrários               |
| Condeixa<br>Penela | 1             | 2 Engºs Tec. Agrários               |

.../

| Concelhos            | Nº de Equipas | Constituição das Equipas Concelhias                        |
|----------------------|---------------|--|
| Figueira da Foz      | 1             | 1 Engº. Agrónomo<br>5 Engºs Téc. Agrários<br>1 2º. Oficial |
| Lousã                | 1             | 1 Engº Téc. Agrário  |
| Miranda do Corvo     | 1             | 2 Engºs Téc. Agrários                                      |
| Oliveira do Hospital | 1             | 2 Engºs Téc. Agrários                                      |
| Pampilhosa da Serra  | 1             | 1 Engº Téc. Agrário  |
| Pombal               | 1             | 3 Engºs Téc. Agrários                                      |
| Soure                | 1             | 3 Engºs Téc. Agrários                                      |
| Tábua                | 1             | 1 Engº Téc. Agrário  |
| Vila Nova de Poiares | 1             | 2 Engºs Téc. Agrários                                      |

Sub-Região de Aveiro

| Concelhos | Nº de Equipas | Constituição das Equipas Concelhias                                       |
|-----------|---------------|---|
| Aveiro    | 1             | 2 Engºs Téc. Agrários<br>1 Agente Téc. Auxiliar<br>2 Téc. Auxiliar Social |

| Concelhos           | Nº de Equipas | Constituição das Equipas Concelhias                               |
|---------------------|---------------|---|
| Ílhavo              | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social<br>1 Téc. Auxiliar  |
| Estarreja           | 1             | 1 Engº Téc. Agrícola<br>1 Téc. Auxiliar Social<br>1 Téc. Auxiliar |
| Vagos               | 1             | 1 Engº Téc. Agrário   |
| Murtosa             | 1             | 1 Engº Téc. Agrário   |
| Ovar                | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social                     |
| Vale de Cambra      | 1             | 1 Agente Téc. Auxiliar  |
| Oliveira de Azeméis | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar                            |
| Oliveira do Bairro  | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social                     |
| Anadia              | 1             | 1 Engº Téc. Agrário   |
| Mealhada            | 1             | 2 Engºs Téc. Agrários   |
| Águeda              | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social                     |
| Albergaria-a-Velha  | 1             | 1 Engº Téc. Agrário   |
| Sever do Vouga      | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliars Social                    |



Sub-Região de Viseu

| Concelhos          | Nº de Equipas | Constituição das Equipas concelhias   |
|--------------------|---------------|---|
| Viseu              | 3             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social<br><br>1 Agente Téc. Auxiliar<br>1 Téc. Auxiliar Social<br><br>1 Agente Téc. Auxiliar |
| Oliveira de Frades | 1             | 2 Engºs Téc. Agrários<br>1 Agente Téc. Auxiliar   |
| S. Pedro do Sul    | 1             | 1 Agente Téc. Auxiliar<br>1 Téc. Auxiliar Social<br>1 Téc. Auxiliar   |
| Castro Daire       | 2             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social<br><br>1 Engº Téc. Auxiliar<br>1 Téc. Auxiliar Social<br>1 Auxiliar Téc.              |
| Sátão              | 1             | 1 Agente Téc. Auxiliar<br>1 Téc. Auxiliar   |
| Penalva do Castelo | 1             | 1 Agente Téc. Auxiliar  |
| Mangualde          | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social   |
| Nelas              | 1             | 1 Engº Téc. Agrário<br>1 Téc. Auxiliar Social   |
| Carregal do Sal    | 1             | Engº Téc. Agrário   |